



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 26 AVRIL 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 26th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

All Size Bottle and Carton Trading Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit février 1947, constituant en corporation: Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, avocats et conseils en loi du Roi, et Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands en gros, détaillants, négociants, producteurs, acheteurs et vendeurs et par tous autres moyens de marchands et commerçants de bouteilles et produits connexes, ferraille, vieux métaux, bronze sous toutes leurs formes; en faire le commerce sous toute marque de commerce qui peut être utile ou nécessaire et, en général, manufacturer et faire toute chose qui peut être requise relativement au commerce et entreprise susdit;

Exercer le commerce de marchands, manufacturiers et marchands de papier fait de tous

Letters Patent

All Size Bottle and Carton Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1947, incorporating: Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, advocates, and King's Counsels, and Ezra Leithman, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers importers, exporters, wholesalers, retailers, jobbers, producers, buyers and sellers and in any other manner dealers and traders in bottles and allied products, junk, old metals, brass in all their forms; to deal therein under any trademark which may be deemed useful or necessary and generally to manufacture and make everything which may be required in connection with the aforesaid business and undertaking;

To carry on the business of merchants, manufacturers and dealers in paper made from any

matériaux, carton et autres préparations et produits et les manufacturer en cartons, boîtes, sacs et emballages et manufacturer et faire le commerce de tous matériaux requis pour iceux, sous le nom de "All Size Bottle and Carton Trading Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, dix-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18660 L. DÉSILETS.

Aronovitch & Leipsic (Quebec) Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mars 1947, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal et détenir et posséder des terrains, immeubles et biens immobiliers de toute description, et développer, améliorer, exploiter et disposer ces propriétés;

Agir comme agents et gérants d'immeubles et de placement et comme agents et courtiers d'assurances, agents pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété immobilière, commerce ou entreprise, et l'administration, le contrôle ou la direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations; et comme constructeurs sur ces propriétés et directeurs d'affaires de toutes sortes, sous le nom de "Aronovitch & Leipsic (Quebec) Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18661 L. DÉSILETS.

Artistic Decalcomania Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation: Claude Demers, Guy Godard, avocats, et Annette Turgeon, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Produire, faire, manufacturer, émettre, acquérir, acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce, gérer tous genres de publications, pamphlets, papeterie, livres, cartes, chartes, gravures, lithographie, esquisses, peintures et illustrations de quelque manière ou procédés requis pour telle production, sous le nom de "Artistic Decalcomania Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18662-o L. DÉSILETS.

material, cardboard and other preparations and products and to manufacture the same into cartons, boxes, bags and packages and to manufacture and deal in all materials required for the same, under the name of "All Size Bottle and Carton Trading Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18660-o Deputy Attorney General.

Aronovitch & Leipsic (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1947, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out such property;

To act as real estate, investment agents and managers, and insurance agents and brokers, agents for the purchase, sale, improvement, development and management of any immovable property, business or undertaking, and the management, control or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations; and as builders on properties and business of all kinds, under the name of "Aronovitch & Leipsic (Quebec) Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18661-o Deputy Attorney General.

Artistic Decalcomania Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1947, incorporating: Claude Demers, Guy Godard, advocates, and Annette Turgeon, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To produce, make, manufacture, issue, acquire, purchase, sell, import, export, deal in, manage all kinds of publications, pamphlets, books, cards, maps, charters, engravings, lithographs, sketches, paintings and illustrations, whatever be the manner or process required for such production, under the name of "Artistic Decalcomania Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18662 Deputy Attorney General.

Atelier Yves Allard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1947, constituant en corporation: Yves Allard, manufacturier, Guy Allard, comptable, et Jacques Locas, rembourreur, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, échanger, exploiter, opérer, importer, exporter ou autrement exercer en général le commerce et l'industrie de meubles et tous autres articles, effets et marchandises s'y rapportant, soit en gros, soit en détail, et ce y compris le rembourrage, sous le nom de "Atelier Yves Allard Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18663-o L. DÉSILETS.

Atelier Yves Allard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1947, incorporating: Yves Allard, manufacturer, Guy Allard, comptable, and Jacques Locas, upholsterer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, exchange, deal in, operate, import, export or otherwise carry on the furniture business and industry and deal in any other articles, goods and merchandise connected therewith, whether wholesale or retail, including upholstering, under the name of "Atelier Yves Allard Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18663 Deputy Attorney General.

Barma Automobile Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1947, constituant en corporation: Siméon Barma, marchand, Raymond Barma, comptable, et Auguste-Enoch St-Laurent, comptable licencié, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce sous toutes ses formes en gros et en détail, d'automobiles, tracteurs, camions, motocycles, aéroplanes, hydroplanes, machinerie de voirie et toutes sortes de véhicules-moteurs ou engins mus ou actionnés par la gasoline, l'électricité ou autres forces motrices;

Faire le commerce sous toutes ses formes en gros ou en détail de garagistes, marchands d'automobiles, tracteurs, camions, outillage et accessoires, réparations de toute description, gasoline et autres accessoires et emmagasiner, entreposer ou autrement tenir des automobiles, tracteurs, camions ou autres marchandises de toute description, sous le nom de "Barma Automobile Incorporée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18664-o L. DÉSILETS.

Barma Automobile Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1947, incorporating: Siméon Barma, merchant, Raymond Barma, accountant, and Auguste-Enoch St-Laurent, licensed accountant, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on, under all the forms of same, the wholesale and retail business of automobiles, tractors, trucks, motorcycles, aeroplanes, hydroplanes, roads machinery and all kinds of motor-vehicles or engines propelled or run by gasoline, electricity or any other motive power;

To carry on business under all forms thereof, wholesale or retail, as garage-keepers, dealers in automobiles, tractors, trucks, equipment and accessories, repairs of every kind, gasoline and other accessories, and to store, warehouse and otherwise keep automobiles, tractors, trucks or other merchandise of any description, under the name of "Barma Automobile Incorporée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18664 Deputy Attorney General.

Boyscraft Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1947, constituant en corporation: Seymour J. Katz, manufacturier, Mortimer Ronald Katz, marchand, et Dame Mary Stolar, épouse séparée de biens de Mortimer Ronald Katz, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, ou autrement acquérir vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de produits textiles laine, tissus de coton, lainages, soieries, rayons,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, incorporating Seymour J. Katz, manufacturer, Mortimer Ronald Katz, merchant, and Dame Mary Stolar wife separate as to property of Mortimer Ronald Katz, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire sell, import, export, trade and deal in all kinds of textiles, wool, cotton fabrics, woollens, silks, rayons, linens, tweeds and wearing apparel and

toiles, filés et vêtements et fournitures de toutes sortes et d'autres articles s'y rapportant pour garçons, adolescents et enfants et agir comme agents, marchands à commission ou représentants, sous le nom de "Boyscraft Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18665 L. DÉSILETS.

Collège du Travail Incorporé

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Alfred Charpentier, briqueteur, J.-Hormidas Delisle, distributeur de journaux, et Théodore Lespérance, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser l'éducation des travailleurs, et en général réaliser cette éducation par la parole, la plume et l'action; sous le nom de "Collège du Travail Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18666-o L. DÉSILETS.

Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Eugène de Grantham, Ltée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Vadnais, Willy Joyal, Téléphore Neveu, Conrad Péloquin, cultivateurs, Fernand Bourret, marchand, Ludger Bourret, Léo-Paul Bourret, camionneurs, Samuel Gélinas, commerçant, et Armand Jetté, garagiste, tous de Saint-Eugène, comté de Drummondville, pour les objets suivants:

Ouvrir et entretenir les chemins d'hiver partout où ils le jugeront utile, et notamment à partir du village de Saint-Eugène de Grantham (Drummond) pour atteindre d'autres villages et grandes routes, et ce, au bénéfice des requérants et de tous ceux qui contribueront à l'entreprise, et du public en général, sous le nom de "Comité des Chemins d'Hiver de St-Eugène de Grantham, Ltée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$1,000.

Le siège social de la corporation sera au village de Saint-Eugène-de-Grantham, comté de Drummond.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18667-o L. DÉSILETS.

furnishings of every sort and other articles connected therewith, for boys, youths and children and to act as agents, commission merchants or representatives, under the name of "Boyscraft Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of common stock of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18665-o Deputy Attorney General.

Collège du Travail Incorporé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Alfred Charpentier, brick-layer, J.-Hormidas Delisle, newspaper distributor, and Théodore Lespérance, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To organize the education of workers and generally impart the said education by word pen and action, under the name of "Collège du Travail Incorporé".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18666 Deputy Attorney General.

Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Eugène de Grantham, Ltée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Vadnais, Willy Joyal, Téléphore Neveu, Conrad Péloquin, farmers, Fernand Bourret, merchant, Ludger Bourret, Léo-Paul Bourret, carters, Samuel Gélinas, trader, and Armand Jetté, garage-keeper, all of Saint-Eugène, county of Drummond, for the following purposes:

To open and maintain winter roads wherever deemed useful, and in particular starting from the village of Saint-Eugène de Grantham (Drummond) and extending to the other villages and main highways, and such, for the benefit of the petitioners and all those contributing to the undertaking, and for the public in general, under the name of "Comité des Chemins d'Hiver de St-Eugène de Grantham, Ltée".

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is \$1,000.

The head office of the corporation will be in the village of Saint-Eugène-de-Grantham, county of Drummond.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18667 Deputy Attorney General.

Cook Ware of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1947, constituant en corporation: Sydney Lazarovitch, Jacques Chaloult, avocats, et Madeleine Bilodeau, sténographe, tous des cités et district de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir, acheter, vendre et disposer, en gros et en détail, de toutes sortes d'ustensiles en aluminium, et d'ustensiles de tous autres matériaux, des appareils électriques poêles à l'huile, bijouterie, plumes fontaines, et tout autre article de nature semblable;

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce de biens immobiliers et propriétés immobilières, sous le nom de "Cook Ware of Canada Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18668-o L. DÉSILETS.

Coopération du Livre Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1947, constituant en corporation: André Ménard, Camille de Hemricourt, libraires, et Marcel Gosselin, employé, tous des cités et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de librairie ou de tous objets se rapportant à ce commerce, sous le nom de "Coopération du Livre Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 1260, rue Saint-Urbain, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18669-o L. DÉSILETS.

Creative Dress Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mars 1947, constituant en corporation: Harry Benjamin Fogul, John Michael Schlesinger, avocats, tous deux de la cité de Montréal, et Barnet Buchman, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce ou remplir des contrats en gros ou en détail de toutes sortes de robes, manteaux, costumes, jupes, blouses, vêtements de sport et accessoires pour femmes demoiselles et enfants, ainsi que tous autres vêtements en soie, crêpe, satin, celanese, velours, chiffon, toile, dentelles, étoffe, coton, filé, lainage, tissus et de tous ou aucun autre article de même ou de nature semblable, exploiter aussi des magasins au détail pour la vente des articles ci-dessus, sous le nom de "Creative Dress Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Cook Ware of Canada Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1947, incorporating: Sydney Lazarovitch, Jacques Chaloult, advocates, and Madeleine Bilodeau, stenographer, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To acquire, purchase sell and dispose of, wholesale and retail, all kinds of aluminum utensils and utensils of any other material, electric apparatus, oil stoves, jewellery, fountain pens and any other article of a like nature;

To buy, sell, exchange, lease or otherwise carry on a real estate and immovable property business, under the name of "Cook Ware of Canada Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18668 Deputy Attorney General.

Coopération du Livre Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1947, incorporating: André Ménard, Camille de Hemricourt, stationers and Marcel Gosselin, employee, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal in stationery or any objects connected with such business, under the name of "Coopération du Livre Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 1260 Saint Urbain Street, city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18669 Deputy Attorney General.

Creative Dress Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1947, incorporating: Harry Benjamin Fogul, John Michael Schlesinger, advocates both of the City of Montreal, and Barnet Buckman, notary, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export trade and deal or do contracting work wholesale or retail, in all kinds of women's misses' and children's dresses, coats, suits, skirts, blouses, sportswear, and accessories as well as any other wearing apparel in silks, crepes, satin, celanese, velvet, chiffon, linen, lace cloth, cotton, tweeds, woollens, fabrics and all or any other articles of the same or similar nature, also conduct retail stores for sale of above articles, under the name of "Creative Dress Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mars 1947.

18670 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1947.

18670-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Elite Knitting Mills Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1947 constituant en corporation: Ludger Aubertin, machiniste, de la cité de Rosemont, Moses Alper, manufacturier, de la cité d'Outremont, Hyman Alper, comptable, et Walter I. Sheper, comptable agréé, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et produire des fils de toutes descriptions, et teindre, tricoter, tisser et finir ces fils et les acheter, vendre et en faire le commerce, aussi acheter, vendre et faire le commerce ou manufacturer tous les matériaux nécessaires à la fabrication d'habits et vêtements de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Elite Knitting Mills Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1947.

18671 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Elite Knitting Mills Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, incorporating: Ludger Aubertin, machinist, of the City of Rosemont, Moses Alper, manufacturer, of the City of Outremont, Hyman Alper, accountant, and Walter I. Sheper, chartered accountant, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and produce yarns of all descriptions, and to dye, knit, weave and finish such yarns and to buy, sell and deal therein, also to buy, sell and deal in or manufacture any materials necessary for clothing and wearing apparel of all kinds and descriptions, under the name of "Elite Knitting Mills Inc." with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of February, 1947.

18671-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fine Craft Shop Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1947, constituant en corporation: Bernard Wexler, marchand, Philip Grotzky, comptable, tous deux de la cité d'Outremont, et Harry Lidsky, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail d'objets faits à la main, objets d'art, nouveautés et souvenirs;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements d'aucune sorte, sous le nom de "Fine Craft Shop Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt huit février 1947.

18672 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fine Craft Shop Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, incorporating: Bernard Wexler, merchant, Philip Grotzky, accountant, both of the City of Outremont, and Harry Lidsky, accountant, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail dealers in handicraft, art objects, novelties and souvenirs;

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Fine Craft Shop Co.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1947.

18672-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Florian Saulnier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1947, constituant en corporation: Florian Saulnier, manufacturier, Ernest

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1947, incorporating Florian Saulnier, manufacturer, Ernest Cardinal, accountant,

Cardinal, comptable, et Guy Robert, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, acquérir, louer, vendre, fabriquer, produire, importer, exporter, distribuer, échanger des effets, articles, marchandises, biens mobiliers et immobiliers, de toutes sortes et de toutes descriptions, composés en tout ou en partie de verre, miroir, plastique, métal, bois, caoutchouc, papier, y compris la vaisselle, verrerie et autres objets de même nature, tant au gros qu'au détail, et opérer et exploiter tous genres de machineries, moulins, appareils pour fabriquer, traiter, découper lesdits articles spécialement le verre et le miroir, et transiger sur lesdits objets tant comme principaux que comme agents, facteurs, distributeurs dans lesdites marchandises, sous le nom de "Florian Saulnier Limitée", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera à 7593 rue Saint-Hubert, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18673-o L. DÉSILETS.

and Guy Robert, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire, lease, sell, manufacture, produce, import, export, distribute, exchange goods, articles, merchandise, movable and immovable property of every kind and description, composed, in whole or in part, of glass, mirrors plastic, metal, wood, rubber, paper, including crockery, glassware and other objects of similar kind, both wholesale and retail, and to operate and run all kinds of machinery, mills, manufacturing apparatus, apparatus for treating and cutting the said articles, especially glass and mirrors, and to deal with the foregoing as principals and as agents, factors, distributors, in connection, with the said merchandise, under the name of "Florian Saulnier Limitée", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The number of the company's shareholders will be limited to 20;

The head office of the company will be at 7593 Saint Hubert Street, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18673 Deputy Attorney General.

Garage J. R. Plourde Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1947, constituant en corporation Armand Hébert, Henri Legault, comptables agréés, et Vincent Dupuis, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail, de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, aéroplanes, bateaux, canots, chaloupes camions, wagons, motocyclettes, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisés en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectifs d'iceux;

Acquérir l'actif et l'achalandage de la raison sociale de "Garage J. R. Plourde".

Le nom corporatif de la présente corporation est "Garage J. R. Plourde Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18674-o L. DÉSILETS.

Garage J. R. Plourde Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1947, incorporating: Armand Hébert Henri Legault, chartered accountants, and Vincent Dupuis, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, wholesale and retail, in automobiles of all kinds, tractors, planes, boats, canoes, skiffs, trucks, wagons, motorcycles, as well as all parts, spare parts and pieces connected directly or indirectly therewith and in all things capable of being used in connection with the said objects or in the manufacturing, maintenance and working respectively thereof;

To acquire the assets and goodwill of the firm "Garage J. R. Plourde".

The corporate name of the present corporation will be "Garage J. R. Plourde Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$50,000, divided into 500 shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18674 Deputy Attorney General.

Garco Manufacturing Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt février 1947, constituant en corporation: Marcel Gareau, manufacturier, Bernard Diamond, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Arthur Shecter, marchand, Jacob M. Helfield, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, et Henry Strauss, marchand, de la

Garco Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1947, incorporating: Marcel Gareau, manufacturer, Bernard Diamond, advocate, both of the City of Montreal, Arthur Shecter, merchant, Jacob M. Helfield, advocate, both of the City of Outremont, and Henry Strauss, merchant, of the City of Lachine, all

cité de Lachine, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, dessinateurs, producteurs, marchands en gros, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, marchands et distributeurs de toutes sortes d'articles manufacturés de l'acier, bois, aluminium, plastique, bâtons de ski et accessoires de ski, cannes à pêche, moulinets, filets, boîtes à mouches, hameçons et tous genres d'agres de pêche, bâtons de golf, sacs de golf, balles de golf, toutes d'articles et d'accessoires de sport, nouveautés, jouets, accessoires de maison et tous ces autres articles qui peuvent être manufacturés de l'aluminium, acier, fer, métal, étain, fer galvanisé, plastiques et de tous ces autres matériaux desquels ces autres produits peuvent être manufacturés, sous le nom de "Garco Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5620 rue De La Roche, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18675 L. DÉSILETS.

in the District of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, dealers and distributors of all kinds of articles manufactured from steel, wood, aluminum, plastics, ski poles, and skiing equipment, fishing rods, fishing reels, fishing nets, fly boxes, flies' hooks and all types of fishing equipment, golf bags, golf sticks, golf balls, all kinds of sporting goods and sporting equipment, novelties, toys, household accessories and all such other articles that can be manufactured from aluminum, steel, iron, metal, tin, galvanized iron, plastics and all such other materials from which such other products can be manufactured, under the name of "Garco Manufacturing Co. Ltd." with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 5620, De La Roche Street, Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18675-o Deputy Attorney General.

General Entertainment Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1947, constituant en corporation: James L. Hardie, comptable, Hyman Baker, avocat, et Nellie Taylor, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'annonces et de publicité comme mandants et agents et, à cette fin, fournir, préparer et arranger des programmes, transcriptions, annonces, variétés musicales, pièces dramatiques et dialogues; pour transmission par radio, télévision ou par aucune autre manière, sous le nom de "General Entertainment Corporation", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18676 L. DÉSILETS.

General Entertainment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1947, incorporating: James L. Hardie, accountant, Hyman Baker, advocate, and Nellie Taylor, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal for the following purposes:

To carry on a general advertising and publicity business both as principal and agent, and for that purpose to include the providing, preparation and arrangement of programmes, transcriptions, announcements, musical variety, dramatic plays, and dialogue; to be transmitted by radio, broadcasts, television or any other manner, under the name of "General Entertainment Corporation", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18676-o Deputy Attorney General.

Goldmar Mfg. Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mars 1947, constituant en corporation: Michael C. Herman, Louis H. Rohrlück, avocats et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'entrepreneurs dans la fabrication de pantalons, manufacturiers, importateurs et exportateurs et négociants et marchands en gros et en détail de vêtements pour hommes, femmes et enfants, habits de sport et vêtements de toutes sortes, ainsi que des tissus textiles et des garnitures

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1947, incorporating: Michael C. Herman, Louis H. Rohrlück, advocates, and Libby Turner, secretary, spinster, of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of pants contractors, manufacturers, importers and exporters of, and wholesale and retail dealers and jobbers in men's women's and children's clothing, sportswear and wearing apparel of all kinds, as well as in textile fabrics and tailor's trimmings of all kinds, under the name of "Goldmar Mfg.

de toutes sortes, pour tailleurs, sous le nom de "Goldmar Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$19,500, divisé en 195 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18677 L. DÉSILETS.

Granby Locker Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1947, constituant en corporation: Jérôme Delorme, entrepreneur en construction; Louis Hébert, Julien Racine, entrepreneurs en réfrigération, Irano Dubuc, contremaître, et Lionel Dubuc, employé d'usine, tous de la cité de Granby, district de Bedford, pour les objets suivants

Exploiter un ou plusieurs entrepôts frigorifiques, casiers frigorifiques, congélateurs et systèmes et réfrigération pour la viande, le poisson les fruits, les légumes et toutes autres nourritures solides et liquides; faire le commerce, en gros et en détail de viandes, poissons, légumes, fruits et toutes autres nourritures solides et liquides, sous le nom de "Granby Locker Service Limited", avec un capital de \$60,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune, et 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18678-o L. DÉSILETS.

Guy & Bourgouin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1947, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond, Paul Galt Michaud, avocats, et Louise Héon, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros et en détail de marchands de fruits, négociants de fruits et légumes et produits alimentaires et généralement faire le commerce des articles qui sont ordinairement négociés et vendus par les marchands de fruits en gros, sous le nom de "Guy & Bourgouin Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18679-o L. DÉSILETS

Industrial Sanitary Products Limited Les Produits Sanitaires Industriels Limitée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mars 1947, constituant en corporation: Bertrand Boissonneault, ingénieur

Co. Ltd.", with a capital stock of \$19,500, divided into 195 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18677-o Deputy Attorney General.

Granby Locker Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1947, incorporating: Jérôme Delorme, building contractor, Louis Hébert, Julien Racine, contractors in refrigeration, Irano Dubuc, foreman, and Lionel Dubuc, plant employee, all of the city of Granby, district of Bedford, for the following purposes:

To operate one or more cold storage plants, cold storage lockers, freezers and refrigeration systems for meat, fish, fruit, vegetables and all kinds of solid and liquid foods; to deal, wholesale and retail, in meat, fish, vegetables, fruit and all other kinds of solid and liquid foodstuffs, under the name of "Granby Locker Service Limited", with a capital stock of \$60,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each, and 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Granby, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18678 Deputy Attorney General.

Guy & Bourgouin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1947, incorporating: Gerald MacPherson Almond, Paul Galt Michaud, advocates, and Louise Héon, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail business as fruit merchants, dealers in fruit and vegetables and foodstuffs, and deal generally in articles usually traded in and sold by wholesale fruit merchants, under the name of "Guy & Bourgouin Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18679 Deputy Attorney General.

Industrial Sanitary Products Limited Les Produits Sanitaires Industriels Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1947, incorporating: Bertrand Boissonneault, industrial engineer, Paul-Émile Châles,

industriel, Paul-Emile Châles, industriels, tous-deux de la cité d'Outremont, et André Montpetit, avocat, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands en gros, détaillants, négociants, producteurs, acheteurs et vendeurs et, par quelque autre moyen, de marchands et commerçants de toutes sortes de dispositifs, produits, accessoires, objets, articles et appareils désinfectants et sanitaires et d'accessoires, matières, ustensiles et autres moyens de nettoyage et de blanchissage;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, prendre à bail, échanger et faire le commerce de germicides, désinfectants, antiseptiques, insecticides, vermécides et fungicides et tous autres articles et produits de même nature ou utilisés aux mêmes fins; aussi du savon de toute nature et sorte quelconque, huiles, parfums, glycérine, huiles de laine et pour la machinerie et aucun et tous leurs sous-produits, sous le nom de "Industrial Sanitary Products Limited—Les Produits Sanitaires Industriel Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires ou membres n'excédera pas vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

18680

J. A. Vachon & Fils Ltée
J. A. Vachon & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1947, constituant en corporation: Joseph Vachon, Amédée Vachon, gérants Paul Vachon, surintendant, et Benoît Vachon, comptable, tous de Sainte-Marie-de-Beauce, district de Beauce, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pâtisseries et de boulangers en général, sous le nom de "J. A. Vachon & Fils Ltée—J. A. Vachon & Sons Ltd.",

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$130,000, divisé en 1,300 actions de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$80,000, divisée en 800 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limitée à vingt à l'exception des employés et ex-employés de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera à rue Notre-Dame, Sainte-Marie-de-Beauce, district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

18681-o

Jules Dorion Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1947, constituant en corporation: Jules Dorion, entrepreneur plombier, Dame Eva Filteau Dorion, épouse commune en bien de Jules Dorion, dûment autorisée par lui aux fins

industrialist, both of the City of Outremont, and André Montpetit, advocate, of the City of Westmount, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers importers, exporters, wholesalers, retailers, jobbers, producers, buyers and sellers, and in any other manner dealers and traders in and of all kinds of disinfecting and sanitary devices, products, supplies, wares, articles and equipment and of cleaning and cleansing supplies, materials, utensils and agencies;

To manufacture, buy, sell, let, lease, exchange and deal in germicides, disinfectants, antiseptics, insecticides, vermécides and fungicides and all other articles and products of similar nature or used for a similar purpose; also in soaps of any nature and kind whatsoever, oils, perfumes, glycerine, wool and machinery oils and any and all by-products thereof, under the name of "Industrial Sanitary Products Limited—Les Produits Sanitaires Industriels Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The number of its shareholders or members shall not exceed twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

18680-o

J. A. Vachon & Fils Ltée
J. A. Vachon & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1947, incorporating: Joseph Vachon, Amédée Vachon, managers, Paul Vachon superintendent, and Benoît Vachon, accountant, all of Sainte-Marie-de-Beauce, district of Beauce, for the following purposes:

To carry on business generally as pastry-cooks and bakers, under the name of "J. A. Vachon & Fils Ltée—J. A. Vachon & Sons Ltd.",

The amount of the company's capital stock will be \$130,000, divided into 1,300 shares of \$100 each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$80,000, divided into 800 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty, with the exception of the employees and former employees of the company.

The head office of the company will be in Notre-Dame Street, Sainte-Marie-de-Beauce, district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

18681

Jules Dorion Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1947, incorporating: Jules Dorion, plumbing contractor, Dame Eva Filteau Dorion, wife common as to property of Jules Dorion, duly authorized by him for the purposes hereof,

des présentes, tous deux de la cité de Québec, et Eudore Patry, comptable, de Saint-Louis de Courville, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Conduire et exercer le commerce et l'industrie de plombiers, couvreurs-ferblantiers et électriciens;

Acheter, ou vendre, importer ou exporter des systèmes de chauffage et agir comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Jules Dorion Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 11, rue Ramsay, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18682-o

L. DÉSILETS.

both of the city of Quebec, and Eudore Patry, accountant, of Saint-Louis-de-Courville, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on the business and trade of plumbers, roofers, tinsmiths and electricians;

To buy or sell, import or export heating systems and act as general building contractors, under the name of "Jules Dorion Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 11 Ramsay Street, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18682

Deputy Attorney General.

La Commerciale (Incorporée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1947, constituant en corporation: Armand Gohier, voyageur de commerce, J.-Ernest Tougas, Edgar Bélanger, épiciers-bouchers, Olier Legros, gérant, et Adélard Boulanger, restaurateur-épicer, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Procurer l'accès et l'établissement des jeunes dans la finance, le commerce et l'industrie par des conseils, tracts, périodiques, sous le nom de "La Commerciale (Incorporée)" avec un capital de \$30,000, divisé en 3000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18683-o

L. DÉSILETS.

La Commerciale (Incorporée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1947, incorporating: Armand Gohier, commercial traveller, J. Ernest Tougas, Edgar Bélanger, grocers-butchers, Olier Legros, manager, and Adélard Boulanger, restaurant-grocer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To procure for youths, access to and establishment in finance, trade and commerce by advice, tracts and periodicals, under the name of "La Commerciale (Incorporée)", with a capital stock of \$30,000, divided into 3000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18683

Deputy Attorney General.

La Ligue Civique de Saint-Faustin Station

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: John Francis French, marchand de bois, Josaphat Guindon, employé civil, et Lucien Desjardins, employé civil, tous de Saint-Faustin Station, district de Terrebonne, pour les objets suivants:

Poser tous actes et faire toutes démarches nécessaires pour faire reconnaître et préserver les droits des propriétaires et des locataires de la Municipalité de Saint-Faustin Station, dans le comté de Terrebonne, Province de Québec, et pour défendre leurs intérêts, le cas échéant;

Encourager et développer le tourisme et promouvoir la pratique des sports dans la région. Les pouvoirs accordés à la compagnie projetée ne devant pas toutefois être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et n'autorisant pas la future corporation à demander, obtenir ou exploiter une licence ou un permis de club ordinairement octroyé par la Commission des Liqueurs de Québec pour la vente de boissons alcooliques.

Le nom de la compagnie est "La Ligue Civique de Saint-Faustin Station".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

La Ligue Civique de Saint-Faustin Station

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: John Francis French, lumber merchant, Josaphat Guindon, civil servant, and Lucien Desjardins, civil servant, all of Saint-Faustin Station, district of Terrebonne, for the following purposes:

To draw up any acts and take all measures necessary to make known and preserve the rights of proprietors and tenants of the Municipality of Saint-Faustin Station, in the county of Terrebonne, Province of Quebec, and to defend their interests, if necessary;

To encourage and develop the tourist trade and promote sports in the region. The powers conferred upon the proposed company shall not however be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill, and does not authorize the future corporation to apply for, obtain or operate a club license or permit usually granted by the Quebec Liquor Commission for the sale of alcoholic beverages.

The name of the company will be "La Ligue Civique de Saint-Faustin Station".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Faustin Station, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18684-o L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at Saint-Faustin Station, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18684 Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Saint-Joseph d'Alma, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: J. Aimé Fortin, notaire, Georges-Albert Caumartin, menuisier, Charles Maltais, Robert Michaud, marchands, et Louis-Philippe Simard, agent d'assurance, tous de Saint-Joseph-d'Alma, district de Roberval, pour les objets suivants:

Procurer aux enfants des lieux et autres moyens d'amusement et de récréation et à cette fin acquérir, posséder, vendre, échanger et aménager des biens meubles et immeubles, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Joseph d'Alma, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Joseph-d'Alma, district de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18685-o L. DÉSILETS.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Saint-Joseph d'Alma, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: J. Aimé Fortin, notary, Georges Albert Caumartin, carpenter, Charles Maltais, Robert Michaud, merchants, and Louis-Philippe Simard, insurance agent, all of Saint-Joseph-d'Alma, district of Roberval, for the following purposes:

To procure for children amusement premises and other means of amusement and recreation, and for such purpose to acquire, own, sell, exchange and equip movable and immovable properties, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Joseph-d'Alma, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Joseph-d'Alma, district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18685 Deputy Attorney General.

Main Building Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1947, constituant en corporation: Louis Orenstein Jacob L. Wasserman, Bernard S. Mergler, avocats, et Max Padber, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente et céder, transférer ou autrement disposer ou faire le commerce de bons, débetures, titres, actions et autres valeurs, lettres de change, effets de commerce récépissés d'entrepôts;

Acheter, développer, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des propriétés immobilières ou des intérêts en icelles, avec ensemble toutes bâtisses ou constructions qui peuvent se trouver sur lesdites propriétés immobilières ou aucune d'elles, et vendre, louer ou échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de ces propriétés immobilières et de toutes ou aucune des bâtisses ou constructions qui sont actuellement ou qui peuvent être subséquemment érigées sur icelles, sous le nom de "Main Building Corporation", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18686 L. DÉSILETS.

Main Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, incorporating: Louis Orenstein, Jacob L. Wasserman, Bernard S. Mergler, advocates, and Max Padber, accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold either as owner or by the way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer, or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouses and receipts;

To purchase, develop, lease, take in exchange or otherwise acquire immovable property or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said immovable properties or any of them, and to sell, lease, or exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of such immovable properties and all or any of the buildings or structures that are now or may be hereafter erected thereon, under the name of "Main Building Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18686-o Deputy Attorney General.

Marché-Davis-Market Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1947, constituant en corporation: Joseph Bouchard, Willie Privé, négociants, et Armand Bouchard, commis, tous d'Arvida, district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros et en détail, de denrées alimentaires, épicerie, provisions, victuailles, viandes, poissons, fruits, légumes, céréales, produits de la ferme, grains et graines et généralement de toutes les marchandises ordinairement tenues et vendues dans un établissement commercial, communément désigné sous le nom de "d'Épicerie-Boucherie".

Le nom corporatif de la présente corporation est "Marché-Davis-Market Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18687-o L. DÉSILETS.

Marché-Davis-Market Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1947, incorporating: Joseph Bouchard, Willie Privé, merchants, and Armand Bouchard, clerk, all of Arvida, district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in foodstuffs, groceries, provisions, victuals, meats, fish, fruit, vegetables, cereals, farm products, grain and seeds and generally in any merchandises usually kept and sold in a commercial establishment, commonly known as a "Grocer-Butcher".

The corporate name of the present corporation is "Marché-Davis-Market Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Arvida, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18687 Deputy Attorney General.

Miles Lonergan Construction Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept février 1947, constituant en corporation: Léon-Albert Gaudry, agent financier, François Veilleux, avocat, et Jules Royer, avocat, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et passer des contrats, construire, exécuter, posséder et faire toutes descriptions de travaux et exercer pour les fins susdites les commerces d'une compagnie de construction en général et d'entrepreneurs pour la construction de travaux publics et privés, sous le nom de "Miles Lonergan Construction Company Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 111 Côte de la Montagne, cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18688 L. DÉSILETS.

Miles Lonergan Construction Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1947, incorporating: Léon-Albert Gaudry, financial agent, François Veilleux, lawyer, and Jules Royer, lawyer, all of the City and District of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of works and to carry on for the purposes aforesaid the businesses of a general construction company and contractors for the construction of works, public and private, under the name of "Miles Lonergan Construction Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at 111, Mountaih Hill, Quebec City, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18688-o Deputy Attorney General.

Mountain Lodge Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mars 1947, constituant en corporation: Edgar K. Quipp, gérant, D'Arcy McConvey, ingénieur, tous deux de Kingsmere, et R. Miller Wallace, procureur, de Hull, tous du district de Hull, pour les objets suivants:

Mountain Lodge Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1947, incorporating: Edgar K. Quipp, manager, D'Arcy McConvey, engineer, both of Kingsmere, and R. Miller Wallace, barrister, of Hull, all in the district of Hull, for the following purposes:

Acheter, prendre ou louer ou autrement acquérir des terrains ou des bâtisses; ériger sur ces terrains tels que susdit ou sur aucun d'eux un ou des hôtels, cottages et tous autres édifices et usines, nécessaires, et utiliser, convertir, adapter et entretenir tous ou aucun de ces terrains, bâtisses et lieux dans le but d'exploiter des hôtels et des auberges avec leurs dépendances ordinaires et nécessaires;

Les aménager et meubler, et exercer le commerce d'hôteliers et d'aubergistes ou d'administrateurs d'hôtels et d'auberges et de propriétaires d'écuries de louage, sous le nom de "Mountain Lodge Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Il est strictement entendu que les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté

Le siège social de la compagnie sera à Kingsmere, district de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18689 L. DÉSILETS.

To purchase, take or lease or otherwise acquire lands or buildings; to erect on such lands as aforesaid or any of them, an hotel or hotels, cottages and any other necessary buildings and works, and to use, convert, adapt and maintain all or any of such lands, buildings and premises, to and for the purposes of hotels and inns, with their usual and necessary adjuncts;

To fit up and furnish the same, and to carry on the business of hotel and inn-keepers or operators of hotels and inns and livery stable keepers, under the name of "Mountain Lodge Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

It is strictly understood that the powers granted do not permit gambling, games of chance and games of chance and skill mixed.

The head office of the Company will be at Kingsmere, in the district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18689-o Deputy Attorney General.

Peterqueen Realities Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1947, constituant en corporation: Samuel D. Rudenko, Clarence R. Gross, Mortimer Weinfeld, avocats, et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat ou autrement et détenir certaines propriétés immobilières, sous le nom de "Peterqueen Realities Inc.", avec un capital de \$65,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18690 L. DÉSILETS.

Peterqueen Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, incorporating: Samuel D. Rudenko, Clarence R. Gross, Mortimer Weinfeld, advocates, and Sarah Miller, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise and to hold certain immoveable properties, under the name of "Peterqueen Realities Inc." with a capital of \$65,000, divided into 50 common shares of the par value of \$100 each, and 600 preferred shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at the city of Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18690-o Deputy Attorney General.

Planet Products Manufacturers Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt mars 1947, constituant en corporation: Louis Diner, avocat, de la cité de Westmount, Bessie McLean, fille majeure, de la cité d'Outremont, et Morris Goldberg, huissier, de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants, exportateurs, importateurs, détaillants et marchands en gros de toutes sortes de vêtements pour dames, hommes et enfants, vêtements de sport, textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal, sous le nom de "Planet Products Manufacturers Limited", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Planet Products Manufacturers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1947, incorporating: Louis Diner, advocate, of the city of Westmount, Bessie McLean, spinster, of the city of Outremont, and Morris Goldberg, bailiff, of Montreal, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, jobbers, exporters, importers, retailers and wholesale dealers in all kinds of ladies', men's and children's garments, sportswear, textiles, textile products, novelties and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminum or metal, under the name of "Planet Products Manufacturers Limited", with a capital stock of \$49,000 divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18691 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18691-o Deputy Attorney General.

Plourde Auto Parts Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huit mars 1947, constituant en corporation: Armand Hébert, comptable agréé, Henri Legault, comptable agréé, Vincent Dupuis, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail, de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, aéroplanes, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectifs d'iceux, sous le nom de "Plourde Auto Parts Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18692-o L. DÉSILETS.

Plourde Auto Parts Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1947, incorporating: Armand Hébert, chartered accountant, Henri Legault, chartered accountant, Vincent Dupuis, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally in, either wholesale or retail, all kinds of automobiles, tractors, planes, boats, canoes, skiffs, trucks, wagons, motorcycles, as well as in all parts, spare parts or pieces connected directly or indirectly with any of the foregoing and capable of being used in connection with the said objects or for the making, maintenance and working, respectively, of same, under the name of "Plourde Auto Parts Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18692 Deputy Attorney General.

Reliance Industries Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre février 1947, constituant en corporation: George Shuster, Morris Shuster, marchands, et Pauline Shuster ménagère, épouse séparée de biens de son époux Morris Shuster et dûment autorisée par lui, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme rembourreurs et marchands de meubles et manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de meubles rembourrés et autres, soit en métal, bois ou de toute autre matière; exercer le commerce comme fondeurs en fer, mécaniciens, fondeurs en bronze et ouvriers en métaux, et acquérir, acheter, tenir et vendre ou autrement disposer, manufacturer, fournir et produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, effets et marchandises s'y rapportant, sous le nom de "Reliance Industries Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18693 L. DÉSILETS.

Reliance Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1947, incorporating: George Shuster, Morris Shuster, merchants, and Pauline Shuster, housewife, wife separate as to property from her husband Morris Shuster, and duly authorized by him, all of the city of Outremont, district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as upholsterers and furniture dealers and to manufacture and deal in all kinds of upholstered and other furniture, whether of metal, wood or any other material; to carry on business as iron foundries, mechanics, brass foundries, and metal workers, and to acquire, purchase, hold and sell or otherwise dispose of, manufacture, supply and produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise in connection therewith, under the name of "Reliance Industries Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18693-o Deputy Attorney General.

R. E. Stewart Construction Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1947, constituant

R. E. Stewart Construction Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1947, incorporating: Royal Everett

en corporation: Royal Everett Stewart, Bruce Harris Stewart, entrepreneurs, et Harry Edward Grundy, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, district de St-François, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général qui consiste à entreprendre et à construire dans toutes ses spécialités, et passer des contrats, projeter, construire, réparer et effectuer des alterations à toutes sortes de bâtisses, maisons, usines, chemins, rues, ponts, digues, cales-sèches, chemins de fer, quais, aérodromes, hangars, pistes d'envol et autres appartenances d'aérodromes et constructions de toutes sortes, publiques ou privés, sous le nom de "R. E. Stewart Construction Corporation", avec un capital de \$49,000, divisé en 4,900 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18694

L. DÉSILETS.

Stewart, Bruce Harris Stewart, contractors, and Harry Edward Grundy, advocate, all of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on a general contracting and construction business in all its branches, and to enter into contracts for, plan, construct, repair and effect alterations to all kinds of buildings, houses, works, roads, streets, bridges, dams, docks, railways, wharves, aerodromes, hangars, runways and other appurtenances of airports, and structures of any sort, public or private, under the name of "R. E. Stewart Construction Corporation", with a capital stock of \$49,000, divided into 4,900 common shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at the city of Sherbrooke, district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18694-o

Deputy Attorney General.

Rhynes Manufacturing Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mars 1947, constituant en corporation: Harold Lande, David Gilbert, avocat, de la cité de Montréal, et Esther Mons on secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre et distribuer toutes sortes de réservoirs en métal et toutes sortes de réceptacles en métal;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles; vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de ces immeubles ou d'aucune partie d'iceux, et développer, améliorer et disposer ces propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement; cultiver aucune de ces propriétés et vendre ou disposer des produits d'icelles, sous le nom de "Rhynes Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18695

L. DÉSILETS.

Rhynes Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1947, incorporating: Harold Lande, David Gilbert, advocate, of the city of Montreal, and Esther Monson, secretary, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell and distribute all kinds of metal tanks and all kinds of containers made of metal;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate; to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, square, or otherwise; to farm any such real estate, and to sell or dispose of the products thereof, under the name of "Rhynes Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18695-o

Deputy Attorney General.

Ritz Theatre Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix mars 1947, constituant en corporation: Charles-Oscar Auclair, propriétaire de théâtre, Dame Germaine Filiatrault Auclair, administratrice, épouse contractuellement séparée de biens de Charles-Oscar Auclair, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux d'Outremont, et Maurice Duhamel, gérant général, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger, construire, acquérir par achat, location, permis ou autrement, posséder et exploiter des théâtres, des théâtres de vues animées et endroits de récréation, exercer en général les affaires de propriétaires et gérants de théâtres, comprenant, sans limiter la généralité des précédents, la production, l'exhibition, la présentation et l'exécution,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1947, incorporating: Charles Oscar Auclair, theatre owner: Dame Germaine Filiatrault Auclair, manager, wife separate as to property by marriage contract of Charles Oscar Auclair and duly authorized by him for the purposes hereof, both of Outremont, and Maurice Duhamel, general manager, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To build, erect, acquire by purchase, lease, permit or otherwise, own and operate theatres, moving picture theatres and recreational premises to carry on generally the business of proprietors and managers of theatres, comprising, without limiting the generality of the foregoing, the producing, showing, presenting and portraying of

tion de vues animées, opéras, pièces de théâtre et autres représentations théâtrales, sportives, dramatiques et musicales de toutes sortes; exercer le commerce d'agents de théâtres, éditeurs et imprimeurs de pièces dramatiques et musicales et organiser, promouvoir, conduire, exploiter et entretenir des lieux de rafraîchissements ou restaurants, sous le nom de "Ritz Theatre Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18696-o L. DÉSILETS.

moving pictures, operas, plays and other theatrical performances, sports, dramas and musical entertainments of all kinds; to carry on the business of theatrical agents, editors and printers of dramatic and musical plays and to organize, promote, conduct, operate and maintain refreshment rooms or restaurants, under the name of "Ritz Theatre Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Saint-Jean Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du 10 mars 1947, constituant en corporation: André Raymond, garagiste, de Saint-Jean, Stanislas Dery, avocat, d'Iberville, tous deux du district d'Iberville, et Willie Turcotte, rentier, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, exporter, importer, trafiquer et autrement faire le commerce en gros ou en détail de réfrigérateurs, automobiles, camions, motocyclettes, vélocipèdes, aéroplanes tracteurs ou tout autre genre de véhicule ou d'engins mus par la gasoline, l'électricité ou autre énergie ainsi que tous articles, appareils, substances, matières qui peuvent servir ou se rattacher à l'exploitation des objets ci-dessus, sous le nom de "St-Jean Automobile Limitée", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le transfert d'actions sera réglementé par le bureau de direction, le nombre d'actionnaires ne devant pas excéder vingt, à l'exclusion des employés ou d'anciens employés de la compagnie;

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18697-o L. DÉSILETS.

Saint-Jean Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1947, incorporating: André Raymond, garage-keeper, of Saint-John's, Stanislas Dery, advocate, of Iberville, both of the district of Iberville, and Willie Turcotte, annuitant, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, export, import, trade and otherwise deal wholesale or retail in refrigerators, automobiles, trucks, motorcycles, velocipedes, planes, tractors or any other kind of vehicle or engine propelled by gasoline, electricity or other power, and also any articles, apparatus, substance, matter capable of being used for or connected with the operating of any of the above-mentioned objects, under the name of "St-Jean Automobile Limitée", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The transfer of shares shall be ruled by the Board of Directors, the number of shareholders may not exceed twenty, exclusive of the employees or former employees of the company.

The head office of the company will be at Saint John's, district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Théâtre Vimy, Saint-Georges de Beauce, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1947, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Bernard LeBel, avocats, et Ghislaine Gagné, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public, moyennant rémunérations, des représentations théâtrales, des vues animées, du vaudeville, des reproductions photographiques, des chansons illustrées, des verres colorisés pour chansons et en général des exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes;

Organiser, promouvoir, conduire, exploiter et entretenir des salons de crème glacée, des fontaines d'eau gazeuse, des restaurants, cafés, des maisons où l'on sert à manger et lieux de rafraîchissement et en général exercer le commerce de pourvoyeurs et de restaurateurs, sous le nom de "Théâtre Vimy, St-Georges de Beauce, Inc."

Théâtre Vimy, Saint-Georges de Beauce, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1947, incorporating: Henri Paul Lemay, Bernard LeBel, advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres and give public performances for payment, of theatricals, moving pictures, vaudeville, photographic reproductions, illustrated songs, coloured song slides and in general artistic performances and entertainments of all kinds;

To organize, promote, conduct, operate and maintain ice-cream parlours, soda fountains, restaurants, cafés, houses where meals are served and refreshment rooms and generally carry on the business of caterers and restaurant-keepers, under the name of "Théâtre Vimy, St-Georges de Beauce, Inc."

Le capital social de ladite compagnie sera de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges-de-Beauce, district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18698-o L. DÉSILETS.

The capital stock of the said company will be \$50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, and 4,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Georges-de-Beauce, district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18698 Deputy Attorney General.

**The Fresh Fruit & Vegetable Receivers
Association of Montreal**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Gerald Lerner, Hector Campbell, Harry Botner, Solly Epstein, Miller A. Peterson, Leo Klein et Harry Letovsky, tous marchands de fruits, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Unir dans une organisation mutuelle et coopérative des personnes, firmes ou corporations faisant commerce comme distributeurs en gros et marchands en gros de fruits et légumes dans la cité de Montréal dans le but de protéger les intérêts de leur négoce et commerce; établir des pratiques et règlements de commerce uniformes; éliminer les maux et abus et promouvoir par tous moyens légaux les intérêts des commerces dans lesquels les membres sont intéressés, sous le nom de "The Fresh Fruit & Vegetable Receivers Association of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1947.

L'Assistant-procureur général.
18699 L. DÉSILETS.

**The Fresh Fruit & Vegetable Receivers
Association of Montreal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1947, incorporating without share capital: Gerald Lerner, Hector Campbell, Harry Botner, Solly Epstein, Miller A. Peterson, Leo Klein and Harry Letovsky, all fruit merchants, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To unite into a mutual and co-operative organization persons, firms or corporations engaged as wholesale distributors of an wholesale dealers in fruits and vegetables in the city of Montreal, for the purpose of protecting their trade and commercial interests; to establish uniform trade practice and regulations; to eliminate trade evils and abuses and to advance in every lawful way the interests of the businesses in which the members are engaged, under the name of "The Fresh Fruit & Vegetable Receivers Association of Montreal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18699-o Deputy Attorney General.

The Windsor Machine Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1947, constituant en corporation: Evariste J. Paquet, industriel, J.-Raymond Noël, comptable, de Windsor Mills, et Bernadette Nault, sténographe, d'Asbestos, tous du district de Saint-François, pour les objets suivants:

Acheter, acquérir et assumer à toutes fins "as a going concern" les affaires et entreprises jusqu'ici faites et conduites en la ville de Windsor et ailleurs par Evariste J. Paquet, sous les nom et raison sociale de "The Windsor Machine Works" avec tout l'actif et le passif de cette firme et en payer le prix au moyen d'actions acquittées, d'obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Fondre, affiner, couler, forger, préparer, plaquer toutes sortes de métaux ou d'alliage de métaux et fabriquer, manufacturer, réparer, modifier, transformer, installer toutes sortes de machineries, engins, bouilloires, scies, appareils, instruments, ainsi que les pièces de machineries et l'outillage en métal ou en bois ou autres compositions se rattachant au commerce et à l'industrie de la compagnie, sous le nom de "The Windsor Machine Works Ltd."

The Windsor Machine Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1947, incorporating: Evariste J. Paquet, manufacturer, J. Raymond Noël, accountant, of Windsor Mills, and Bernadette Nault, stenographer, of Asbestos, all of the district of St. Francis, for the following purposes:

To purchase, acquire and take over as a going concern, the business and undertakings up to now carried on and conducted in the town of Windsor and elsewhere by Evariste J. Paquet, under the firm name and style of "The Windsor Machine Works", with all the assets and liabilities of the said firm, and to pay for the same by means of paid up shares, bonds or other securities of the company;

To smelt, refine, cast, forge, prepare, plate all kinds of metals or metal alloys, and to manufacture, make, repair, alter, transform, install all kinds of machinery, motors, boilers, saws, apparatus, implements, as well as parts for machinery and equipment in metal, wood or other composition, connected with the business and industry of the company, under the name of "The Windsor Machine Works Ltd."

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$15,000, divisée en 150 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Windsor Mills, district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18700-o L. DÉSILETS.

V. F. M. Builders Supplies Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1947, constituant en corporation: Joseph-A. Verreault, agent, Johnny Fortin et J.-Léo Morin, vendeurs, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme commerçant en gros et en détail de matériaux de construction, et d'acquérir, acheter, tenir, vendre ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer, exporter ou autrement faire le commerce de toutes sortes d'outillages, accessoires et machineries pour la construction, et d'autres objets semblables, sous le nom de "V.F.M. Builders Supplies Co. Ltd.", avec un capital de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires ayant une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18701-o L. DÉSILETS.

Windsor Dry Cleaners & Dyers Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1947, constituant en corporation: Pierre A. Badeaux, avocat et conseil en loi du Roi, Jean E. Badeaux, avocat, et Margaret E. Cox, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à nettoyer, teindre, presser et réparer tous genres de vêtements masculins et féminins; manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, effets et marchandises se rapportant à leur industrie sous le nom de "Windsor Dry Cleaners & Dyers Company Limited", avec un capital de \$95,000, divisé en 950 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18702 L. DÉSILETS.

Winer & Chazonoff Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

The amount of joint capital stock, of the company will be \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be \$15,000, divided into 150 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Windsor Mills, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

V. F. M. Builders Supplies Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1947, incorporating: Joseph A. Verreault, agent, Johnny Fortin and J. Léo Morin, salesmen, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To act as wholesale and retail dealers in all kinds of building requisites, and to acquire, buy, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import, export or otherwise deal in all kinds of equipment, accessories and machinery for construction work, and other similar objects, under the name of "V. F. M. Builders Supplies Co. Ltd.", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares having a par value of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Windsor Dry Cleaners & Dyers Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1947, incorporating: Pierre-A. Badeaux, advocate and King's Counsel, Jean-E. Badeaux, advocate, and Margaret E. Cox, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaning, dyeing, pressing and repairing all manner of garments, both male and female; to manufacture, buy or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in or with, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise, relating to their trade, under the name of "Windsor Dry Cleaners & Dyers Company Limited", with a capital stock of \$95,000, divided into 950 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Verdun, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Winer & Chazonoff Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mars 1947, constituant en corporation: Bernard Diamond, Louis Orenstein et Leonard S. Snarch, avocats, de la cité de Montréal, et Jacob M. Helfield, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme plombiers, entrepreneurs en plomberie et appliques et accessoires sanitaires, entrepreneurs pour l'installation d'appareils et accessoires de chauffage, de ventilation et de climatisation, et celui de tuyaux, raccords, appareils et accessoires pour la fourniture du chauffage, de l'éclairage, du gaz ou de l'eau.

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, producteurs, marchands en gros, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, commerçants et distributeurs de toutes sortes d'accessoires de plomberie, articles sanitaires, appareils de chauffage, bouilloires, fournaies, soupapes, tuyaux, raccords, unités et accessoires de ventilation et de climatisation et tous ces autres accessoires et matériaux qui peuvent se rapporter aux précédents, sous le nom de "Winer & Chazonoff Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4573a rue Clark, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18703 L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1947, incorporating: Bernard Diamond, Louis Orenstein and Leonard S. Snarch, advocates, of the City of Montreal, and Jacob M. Helfield, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as plumbers, contractors for plumbing and sanitary fixture and supplies, contractors for heating, ventilating and air conditioning plants and supplies, pipes, fittings, apparatus and repairs for heat, light, gas or water supplies.

To carry on trade and business as manufacturers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, dealers and distributors for all kind of plumbing supplies, sanitary fixtures, heating units, boilers, furnaces valves, pipes, fittings, ventilating and air conditioning units and supplies and all such other supplies and materials that may appertain to the foregoing, under the name of "Winer & Chazonoff Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 4573a, Clark Street, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18703-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Abbaye Sainte-Marie des Deux-Montagnes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 février 1947, changeant le nom de "Les Moniales Bénédictines du Canada", corporation constituée en vertu de la troisième partie de la dite loi par lettres patentes en date du 20 avril 1946, en celui de "Abbaye Sainte-Marie des Deux-Montagnes".

Daté du bureau du Procureur général, le 6 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18704-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Abbaye Sainte-Marie des Deux-Montagnes

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the sixth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "Les Moniales Bénédictines du Canada", a corporation incorporated under Part III of the said Act, by letters patent, under date of April 20, 1936, to that of "Abbaye Sainte-Marie des Deux-Montagnes".

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18704 Deputy Attorney General.

Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal

Veterans' Taxi Owners Association of Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 février 1947, à la compagnie "Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal" — "Veterans' Taxi Owners Association of Montreal", ratifiant son Règlement No 7 augmentant le capital-actions de la compagnie de \$26,000 à \$51,000 par la création de 250 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal

Veterans' Taxi Owners Association of Montreal

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal" — "Veterans' Taxi Owners Association of Montreal", ratifying its By-law No. 7 increasing the company's capital stock from \$26,000 to \$51,000 by the creation of 250 additional preferred shares of a par value of \$100 each, enumerating the privileges attaching to the said preferred shares, and modifying some

giées, et modifiant quelques-unes des dispositions des lettres patentes originaires de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18705-o L. DÉSILETS.

Baribeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 mars 1947, changeant le nom de la compagnie "Baribeau Price Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 février 1947, en celui de "Baribeau Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 17 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18706-o L. DÉSILETS.

Beausoleil & Compagnie, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 février 1947, changeant le nom de la compagnie "Beausoleil & Compagnie Limitée" — "Beausoleil & Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 janvier 1947, en celui de "Beausoleil & Compagnie, Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 28 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18707-o L. DÉSILETS.

Bois Contreplaqués de Québec Inc. Quebec Plywoods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 janvier 1947, à la compagnie "Bois Contreplaqués de Québec Inc." — "Quebec Plywoods Inc.", ratifiant son Règlement No 3 augmentant le capital de la compagnie de \$49,000 à \$149,000 par la création de 1000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et déterminant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18708-o L. DÉSILETS.

Brompton Lumber & Mfg. Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 février 1947, à la compagnie "Brompton Lumber & Mfg. Co.", ratifiant son Règlement No 12 réduisant son capital de \$249,000 à \$4,980 en réduisant de \$100 à \$2 la valeur des 2490 actions composant le capital de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18709-o L. DÉSILETS.

of the provisions of the original letters patent of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18705 Deputy Attorney General.

Baribeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Baribeau Price Inc.", incorporated by letters patent under date of February 13, 1947, to that of "Baribeau Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18706 Deputy Attorney General.

Beausoleil & Compagnie, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Beausoleil & Compagnie, Limitée" — "Beausoleil & Company, Limited", incorporated by letters patent dated January 24, 1947, into that of "Beausoleil & Compagnie, Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18707 Deputy Attorney General.

Bois Contreplaqués de Québec Inc. Quebec Plywoods Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Bois Contreplaqués de Québec Inc." — "Quebec Plywoods Inc.", ratifying its By-law No. 3 increasing the company's capital from \$49,000 to \$149,000, by the creation of 1000 preferred shares of a par value of \$100 each, and fixing the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18708 Deputy Attorney General.

Brompton Lumber & Mfg. Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Brompton Lumber & Mfg. Co.", ratifying its By-law No. 12 reducing its capital stock from \$249,000 to \$4,980 by reducing from \$100 to \$2 the value of the 2490 shares forming the capital stock of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18709 Deputy Attorney General.

Brown Garage Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-neuf janvier 1947, changeant le nom de la compagnie "St. James Garage Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 octobre 1946, en celui de "Brown Garage Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le 29 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18710 L. DÉSILETS.

Brown Garage Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "St. James Garage Limited", incorporated by letters patent dated October 18th, 1946, into that of "Brown Garage Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of January, 1947.

L. DÉSILETS
18710-o Deputy Attorney General.

Canadian Casket Company Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 février 1947, à la compagnie "Canadian Casket Company Ltd", ratifiant son Règlement No XXIV augmentant le capital de la compagnie par la création de 3600 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18711-o L. DÉSILETS.

Canadian Casket Company Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Canadian Casket Company Ltd", ratifying its By-law No. XXIV increasing the capital of the company by the creation of 3600 additional common shares of a par value of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18711 Deputy Attorney General.

Ceramic Sales Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huit mars 1947, changeant le nom de la compagnie "Ceramic Sales (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 janvier 1945, en celui de "Ceramic Sales Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 18 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18712 L. DÉSILETS.

Ceramic Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Ceramic Sales (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated January 11th, 1945, into that of "Ceramic Sales Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18712-o Deputy Attorney General.

**Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée
"Victory" Bus Lines, Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 janvier 1947, à la "Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée — "Victory" Bus Lines, Ltd.", ratifiant son Règlement No 38 augmentant le capital-actions de la compagnie de \$49,000 à \$449,000, par la création de 2000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 2000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18713-o L. DÉSILETS.

**Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée
"Victory" Bus Lines, Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée — "Victory" Bus Lines, Ltd.", ratifying its By-law No. 38, increasing the company's capital stock from \$49,000 to \$449,000, by the creation of 2000 additional common shares of a par value of \$100 each and 2000 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18713 Deputy Attorney General.

D'Amours & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

D'Amours & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 janvier 1947, changeant le nom de la compagnie "Marcel D'Amours Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 février 1945, sous le nom de "La Compagnie de Construction D'Amour", en celui de "D'Amours & Frères Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 28 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18714-o L. DÉSILETS.

David Moore Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 25 janvier 1947, changeant le nom de la compagnie "Moore & Davis Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 mars 1928, en celui de "David Moore Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 25 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18715 L. DÉSILETS.

Denault & Lorrain Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 février 1947, à la compagnie "Denault Automobile Limitée", ratifiant son Règlement N° 1: a) convertissant 469 actions ordinaires du capital-actions de la compagnie, d'une valeur au pair de \$100 chacune, en 469 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées; b) convertissant les 30 actions ordinaires restantes de \$100 chacune en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune; c) changeant le nom de la compagnie en celui de "Denault & Lorrain Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 18 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18716-o L. DÉSILETS.

Duncaster Investment Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit février 1947, changeant le nom de la compagnie "St. George Investment Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 octobre 1946, en celui de "Duncaster Investment Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 8 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18717 L. DÉSILETS.

Favorite Small Wares Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

letters patent bearing date the twenty-eighth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Marcel D'Amours Ltée", incorporated by letters patent bearing date February 3, 1945, under the name of "La Compagnie de Construction D'Amour", to that of "D'Amours & Frères Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18714 Deputy Attorney General.

David Moore Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Moore & Davis Incorporated", incorporated by letters patent dated March 9th, 1928, into that of "David Moore Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18715-o Deputy Attorney General.

Denault & Lorrain Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Denault Automobile Limitée", ratifying its By-law No. 1: a) converting 469 common shares of the capital stock of the company, of a par value of \$100 each, into 469 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares; b) converting the remaining 30 common shares of \$100 each into 600 common shares of a par value of \$5 each; c) changing the name of the company into that of "Denault & Lorrain Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18716 Deputy Attorney General.

Duncaster Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "St. George Investment Company Limited", incorporated by letters patent dated October 10th, 1946, into that of "Duncaster Investment Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18717-o Deputy Attorney General.

Favorite Small Wares Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-

mentaires, en date du 14 janvier 1947, à la compagnie "Favorite Small Wares Limited", ratifiant son Règlement N° 34 augmentant le capital-actions de la compagnie de \$20,000 à \$33,500, par la création de 135 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18718-o L. DÉSILETS.

Felson Furniture Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorze février 1947, changeant le nom de la compagnie "L. Fels & Sons Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 février 1945, en celui de "Felson Furniture Incorporated".

Daté du bureau du Procureur général, le 14 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18719 L. DÉSILETS.

G. A. Shechtman & Sons Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-trois décembre 1946, à la compagnie "G. A. S. Ltd.", ratifiant: 1) un règlement changeant le nom de la compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 avril 1944 en celui de "G. A. Shechtman & Sons Ltd."; 2) un règlement convertissant 290 actions des actions ordinaires non-émises de la compagnie d'une valeur au pair de \$100 chacune en 290 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
18720 L. DÉSILETS.

Glenda Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatre février 1947, à la compagnie "Glenda Corp.", ratifiant son règlement spécial N° 25 étendant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18721 L. DÉSILETS.

Heroux Machine Parts Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-sept janvier 1947, à la compagnie "Heroux Machine Parts Limited", ratifiant son règlement spécial numéro huit diminuant le capital autorisé de la

Governor of the Province of Quebec, to the company "Favorite Small Wares Limited", ratifying its By-law No. 34 increasing the capital stock of the company from \$20,000 to \$33,500, by the creation of 135 additional common shares having a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Felson Furniture Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "L. Fels & Sons Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of February, 1945, into that of "Felson Furniture Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

G. A. Shechtman & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of December, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "G. A. S. Ltd.", ratifying: 1) a by-law changing the name of the company, incorporated by letters patent dated April 26th, 1944, into that of "G. A. Shechtman & Sons Ltd."; 2) a by-law converting 290 shares of the unissued common stock of the company of the par value of \$100. each into 290 preferred shares of the par value of \$100. each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Glenda Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Glenda Corp.", ratifying its Special By-Law No. 25 extending the powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Heroux Machine Parts Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Heroux Machine Parts Limited", ratifying its Special By-Law Number Eight reducing the authorized share capital of the

compagnie de \$20,000 à \$2,000 en annulant 180 actions ordinaires non-émises d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

18722

L. DÉSILETS.

Industrial Trading Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatre janvier 1947, à la compagnie "Compagnie Industrielle du Verre Limitée" — "Industrial Glass Works Company Limited", ratifiant: a) une résolution modifiant les pouvoirs de la compagnie; b) le règlement N° 27 changeant le nom corporatif de la compagnie en celui de "Industrial Trading Limited"; c) le règlement N° 29 changeant le bureau principal ou le siège social de la compagnie de ville St-Laurent à la cité de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,

18723

L. DÉSILETS.

International Cosmetics Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 mars 1947, changeant le nom de la compagnie "Cyril Williams & Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 novembre 1946, en celui de "International Cosmetics Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le 22 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18724-o

L. DÉSILETS.

International Food Distributors Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinq février 1947, à la compagnie "International Food Distributors Corp.", ratifiant son règlement No 24 augmentant le capital autorisé de la compagnie de \$20,000 à \$60,000 par la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18725

L. DÉSILETS.

International Merchandisers Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorze mars 1947, à la compagnie "International Merchandisers Ltd.", ratifiant son règlement No 4 modifiant les lettres patentes originales de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18726

L. DÉSILETS.

company from \$20,000. to \$2,000. by cancelling 180 unissued common shares of the par value of \$100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of January, 1947.

L. DÉSILETS,

18722-o

Deputy Attorney General.

Industrial Trading Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Compagnie Industrielle du Verre Limitée" — "Industrial Glass Works Company Limited", ratifying: a) a resolution modifying the powers of the company; b) By-Law No. 27 changing the corporate name of the company into that of "Industrial Trading Limited"; c) By-Law No. 29 changing the principal place of business or head office of the company from the Town of St. Laurent to the City of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of January, 1947.

L. DÉSILETS,

18723-o

Deputy Attorney General.

International Cosmetics Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Cyril Williams & Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated November 2, 1946, into that of "International Cosmetics Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1947.

- L. DÉSILETS,

18724

Deputy Attorney General.

International Food Distributors Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "International Food Distributors Corp.", ratifying its By-Law No. 24 increasing the authorized capital of the company from \$20,000. to \$60,000. by the creation of 400 additional common shares of the par value of \$100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18725-o

Deputy Attorney General.

International Merchandisers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "International Merchandisers Ltd.", ratifying its By-Law No. 4 modifying the original letters patent of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18726-o

Deputy Attorney General.

Interprovincial Debenture Holdings Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinq février 1947, à la compagnie "Interprovincial Debenture Holdings Limited", ratifiant son règlement spécial "C" diminuant le capital de la compagnie de \$89,950 à \$75,000 en annulant 2,990 actions ordinaires non-émises d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 février 1947.

18727 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Interprovincial Debenture Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Interprovincial Debenture Holdings Limited", ratifying its Special By-Law "C" reducing the capital of the company from \$89,950 to \$75,000 by cancelling 2,990 unissued common shares of the par value of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of February, 1947.

18727-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Bouchers-Épiciers Associés Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 mars 1947, à la compagnie "Les Bouchers-Épiciers Associés Limitée", ratifiant son Règlement No 13 augmentant le capital de la compagnie de \$20,000 à \$99,000 par la création de 790 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 mars 1947.

18728-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Bouchers-Épiciers Associés Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fifth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Bouchers-Épiciers Associés Limitée", ratifying its By-law No. 13 increasing the capital stock of the company from \$20,000 to \$99,000 by the creation of 790 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1947.

18728 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Petites Filles de Saint-François

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 février 1947, à la "Société Ste-Elizabeth", corporation constituée par lettres patentes en vertu des dispositions de la troisième partie de la dite loi, en date du 19 septembre 1941, ratifiant son Règlement "B" a) changeant son nom en celui de "Les Petites Filles de St-François"; b) constituant la dite société en corporation religieuse; c) augmentant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 février 1947.

18729-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Petites Filles de Saint-François

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the thirteenth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the "Société Ste-Elizabeth", a corporation incorporated by letters patent under the provisions of Part III of the said Act, under date of September 19, 1941, ratifying its By-law "B" a) changing its name to that of "Les Petites Filles de Saint-François"; b) incorporating the said society into a religious corporation; c) increasing its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1947.

18729 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Petites Sœurs de l'Assomption Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 mars 1947, à la corporation "Les Petites Sœurs de l'Assomption Incorporée", étendant les pouvoirs de la corporation en portant de \$45,000 à \$100,000 le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que celle-ci est autorisée à posséder en cette province.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 mars 1947.

18730-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Petites Sœurs de l'Assomption Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the corporation "Les Petites Sœurs de l'Assomption Incorporée", extending the powers of the corporation and increasing from \$45,000 to \$100,000, the amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess in this Province, is to be limited.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1947.

18730 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**L'Oeuvre Pontificale de Saint-Pierre Apôtre
du Canada Incorp.**
(Pontifical Society of St. Peter The Apostle
of Canada Incorp.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 février 1947, à la corporation "L'Oeuvre Pontificale de Saint-Pierre Apôtre du Canada Incorp." (Pontifical Society of St. Peter the Apostle of Canada Incorp.), ratifiant une résolution: a) augmentant le nombre des directeurs de quatre à cinq, cette partie de la résolution se lisant ainsi:

"1 — Que le nombre des Directeurs ou Administrateurs de la Corporation soit de cinq";

b) augmentant les pouvoirs de la corporation en lui permettant d'acquérir des immeubles jusqu'à concurrence de \$500,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 février 1947.

L'Assistant-procureur général.

18731-o

L. DÉSILETS.

**L'Oeuvre Pontificale de Saint-Pierre Apôtre
du Canada Incorp.**
(Pontifical Society of St. Peter The Apostle
of Canada Incorp.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the corporation "L'Oeuvre Pontificale de Saint-Pierre Apôtre du Canada Incorp." (Pontifical Society of St. Peter the Apostle of Canada Incorp.), ratifying a resolution: a) increasing the number of Directors from four to five, such part of the resolution reading thus:

"1 — That the number of directors or administrators of the corporation be five";

b) Increasing the powers of the corporation by allowing it to acquire immovable property up to the amount of \$500,000.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18731

Deputy Attorney General.

Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 février 1947, à la compagnie "Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée", ratifiant un règlement augmentant le capital-actions de la compagnie de \$49,500 à \$99,500 par la création de 500 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 février 1947.

L'Assistant-procureur général.

18732-o

L. DÉSILETS,

Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée", ratifying a by-law increasing the capital stock of the company from \$49,500 to \$99,500 by the creation of 500 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18732

Deputy Attorney General.

Montreal Mart Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-sept février 1947, à la compagnie "Montreal Mart Inc.", ratifiant son règlement N° 23: a) convertissant 164 des 200 actions ordinaires formant partie du capital de la compagnie en actions privilégiées, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées; b) étendant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 février 1947.

L'Assistant-procureur général.

18733

L. DÉSILETS.

Montreal Mart Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Montreal Mart Inc.", ratifying its By-Law No. 23: a) converting 164 of the 200 common shares forming part of the capital stock of the company into preferred shares, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares; b) extending the powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General this 17th day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18733-o

Deputy Attorney General.

Morton Realities Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuf janvier 1947, à la compagnie "Morton Realities Inc.", ratifiant son règlement N° 23 augmentant le capital de la compagnie de \$40,000 à \$100,000 par la création de 600 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, lesquelles seront sujettes aux mêmes privilèges et

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Morton Realities Inc.", ratifying its By-Law No. 23 increasing the capital stock of the company from \$40,000. to \$100,000., by the creation of 600 additional preferred shares of the par value of \$100. each, which are to be subject to the same preferences and restrictions

Morton Realities Inc.

restrictions affectant les actions privilégiées déjà existantes de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 janvier 1947.

18734 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

as those affecting the already existing preferred shares of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of January, 1947.

18734-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Musée Historique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 mars 1947, à la compagnie "Musée Historique Inc.", ratifiant son Règlement N° 1 subdivisant les 2,500 actions privilégiées du capital-actions de la compagnie, d'une valeur au pair de \$100 chacune, en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune, et modifiant certaines dispositions des lettres patentes originaires de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 mars 1947.

18735-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Musée Historique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Musée Historique Inc.", ratifying its By-law No. 1 subdividing the 2,500 preferred shares of the capital stock of the company, of a par value of \$100 each, into 5,000 preferred shares of a par value of \$50 each, and modifying certain provisions of the original letters patent of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1947.

18735 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Plante Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 janvier 1947, changeant le nom de la compagnie "Plante Verret & Cie Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 décembre 1945, en celui de "Plante Construction Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 28 janvier 1947.

18736-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Plante Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-eighth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Plante Verret & Cie Ltée", incorporated by letters patent under date of December 6, 1945, to that of "Plante Construction Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1947.

18736 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Probur Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douze février 1947, à la compagnie "Probur Limited", ratifiant son règlement N° 20 augmentant le capital de la compagnie de \$5,000 à \$40,000, par la création de 50 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 février 1947.

18737 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Probur Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Probur Limited", ratifying its By-Law No. 20 increasing the capital stock of the company from \$5,000. to \$40,000. by the creation of 50 additional common shares of the par value of \$100. each and of 300 preferred shares of the par value of \$100. each, and enumerating the privileges attaching to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of February, 1947.

18737-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Renaissance Films Distribution Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 janvier 1947, à la compagnie "Renaissance Films Distribution Inc.", ratifiant son Règlement No 4 changeant les 50,000 actions ordinaires Classe B en actions ordinaires; augmentant le capital de la compagnie par la création de 100,000 actions privilégiées Classe B d'une valeur au pair de \$25 chacune,

Renaissance Films Distribution Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Renaissance Films Distribution Inc.", ratifying its By-law No. 4 changing the 50,000 Class "B" common shares into common shares increasing the company's capital by the creation of 100,000 Class "B" preferred shares of a par value of \$25 each, and enumerating the privileges

et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées Classe B; augmentant en outre le capital de la compagnie par la création de 150,000 actions Classe C sans valeur au pair, et énumérant les restrictions attachées à ces actions Classe C sans valeur au pair; fixant à \$1,300,000 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du procureur général, le 30 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18738-o L. DÉSILETS.

attaching to the said Class "B" preferred shares; increasing, moreover, the company's capital by the creation of 150,000 Class "C" shares having no par value, and enumerating the restrictions attaching to these Class "C" shares having no par value; fixing at \$1,300,000 the amount with which the company may continue its future operations.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18738 Deputy Attorney General.

Service d'Aviation Charlevoix-Saguenay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 janvier 1947, à la compagnie "Service D'Aviation Charlevoix-Saguenay Ltée", ratifiant son Règlement No 6 augmentant le capital-actions de la compagnie de \$100,000 à \$200,000 par la création de 1000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
18739-o L. DÉSILETS.

Service d'Aviation Charlevoix-Saguenay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Service d'Aviation Charlevoix-Saguenay Ltée", ratifying its By-law No. 6 increasing the company's capital stock from \$100,000 to \$200,000 by the creation of 1000 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1947.

L. DÉSILETS,
18739 Deputy Attorney General.

Standard Equities Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatre février 1947, à la compagnie "Standard Equities Limited", ratifiant son règlement XXXVII, augmentant le capital autorisé de la compagnie par la création de 10,000 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées additionnelles.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18740 L. DÉSILETS.

Standard Equities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Standard Equities Limited", ratifying its By-Law XXXVII increasing the authorized share capital of the company by the creation of 10,000 additional preferred shares of the par value of \$100. each, and enumerating the privileges attaching to the said additional preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18740-o Deputy Attorney General.

T. B. Little Papers Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sept mars 1947, changeant le nom de la compagnie "T. B. Little Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 décembre 1926, en celui de "T. B. Little Papers Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 7 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18741 L. DÉSILETS.

T. B. Little Papers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "T. B. Little Company, Limited", incorporated by letters patent dated December 14th, 1926, into that of "T. B. Little Papers Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18741-o Deputy Attorney General.

The Attwood Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix février

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the tenth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the com-

1947, à la compagnie "The Attwood Co. Inc.", ratifiant son règlement N° XXIII, augmentant son capital de \$20,000 à \$80,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 février 1947.

18742 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

pany "The Attwood Co. Inc.", ratifying its By-Law No. XXIII increasing its capital stock from \$20,000. to \$80,000. by the creation of 200 additional common shares of the par value of \$100. each and of 800 preferred shares of the par value of \$50. each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of February, 1947.

18742-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-sept janvier 1947, à la compagnie "The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd.", ratifiant son règlement spécial "C" augmentant le capital de la compagnie par la création de 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées et fixant à pas moins de \$200,500 le montant du capital avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 janvier 1947.

18743 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of January, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd.", ratifying its Special By-Law "C" increasing the capital of the company by the creation of 20,000 preferred shares of the par value of \$100. each, enumerating the privileges attaching to the said preferred shares, and fixing to not less than \$200,500. the amount of capital with which the company shall continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of January, 1947.

18743-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The McBee Company, Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treize mars 1947, changeant le nom de la compagnie "The McBee Binder Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 novembre 1930, en celui de "The McBee Company, Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 13 mars 1947.

18744 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The McBee Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "The McBee Binder Company Limited", incorporated by letters patent dated November, 18th, 1930, into that of "The McBee Company, Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of March, 1947.

18744-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Pontiac Community Hospital, Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-six février 1947, à la compagnie "The Pontiac Community Hospital, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la troisième partie de ladite Loi en date du 25 juillet 1939, étendant les pouvoirs de la corporation en augmentant de \$100,000 à \$500,000 la valeur des propriétés immobilières qu'elle peut posséder.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 février 1947.

18745 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Pontiac Community Hospital, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "The Pontiac Community Hospital, Inc.", incorporated by letters patent issued under Part III of the said Act, dated July 25th, 1939, extending the powers of the corporation by increasing from \$100,000. to \$500,000. the value of the immoveable property which it may possess.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of February, 1947.

18745-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Verreault Transport Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Verreault Transport Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 mars 1947, changeant le nom de "La Cie de Transport Legaré Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 septembre 1946, en celui de "Verreault Transport Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 29 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18746-o L. DESILETS.

day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "La Cie de Transport Legaré Limitée", incorporated by letters patent dated September 6, 1946, to that of "Verreault Transport Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1947.

L. DESILETS,
18746 Deputy Attorney General.

Avis divers

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Avis d'assemblée générale spéciale d'actionnaires

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de Montreal Tramways Company aura lieu au siège social de la Compagnie, dixième étage, 159 rue Craig ouest, Montréal, mercredi, le septième jour de mai 1947, à 10.30 heures de l'avant-midi pour examiner, et, si jugé opportun, approuver le règlement spécial N° 2 suivant de la Compagnie passé par les directeurs à une assemblée tenue le 14 avril 1947;

Règlement Spécial N° 2

Les directeurs pourront, de temps en temps, lorsqu'ils le jugeront à propos

a) emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

b) émettre des bons, obligations (debentures) et actions-obligations ou autres valeurs mobilières de la compagnie portant intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année, et les donner en gage ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

c) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir et mettre en gage, céder et transporter les biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs, de la compagnie, y compris les droits à elle conférés par le contrat entre la compagnie et la cité de Montréal mentionné dans la loi 8 George V (Québec) chapitre 84, et les droits qu'elle possède ou possèdera en vertu de tous contrats, règlements ou résolutions passés ou qui seront passés en sa faveur par la cité de Montréal ou par toute autre corporation municipale, pour assurer le paiement de tels bons, obligations (debentures), actions-obligations ou autres valeurs; et constituer l'hypothèque, le nantissement et le gage, la cession et le transport ci-dessus mentionnés par acte de fidéicommiss conformément aux dispositions de la section VI de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) et de l'article 19c du Bill N° 173 sanctionné le 28 mars 1947 à la Session de la Législature de la Province de Québec 11 George VI 1947, ou de toute autre manière.

Montréal, le 21 avril 1947.

Par ordre du Conseil.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Par le Secrétaire,
18646-16-3-o T. D. ROBERTSON.

BENJAMIN MOORE & CO. OF MONTREAL LIMITED

Règlement N° 39

Attendu qu'il est jugé opportun d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie Ben-

Miscellaneous Notices

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Notice of Special General Meeting of Shareholders

Notice is hereby given that a Special General Meeting of the Shareholders of Montreal Tramways Company will be held at the head office of the Company, 10th Floor, 159 Craig Street West, in the City of Montreal, on Wednesday the 7th day of May, 1947, at the hour of 10:30 a.m. for the purpose of considering and, if deemed advisable, of sanctioning Special By-law No. 2 of the Company enacted by the Directors at a meeting held on April 14, 1947, as follows:

Special By-Law No. 2

The Directors of the Company may from time to time, when they deem it expedient

a) borrow money upon the credit of the Company;

b) issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company bearing interest at a rate not exceeding 5% per annum, and pledge or sell the same for such sums, and at such prices as may be deemed expedient;

c) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage and pledge and cede and transfer the property of the Company, moveable or immoveable, present or future, including the rights conferred upon the Company by the Contract between the Company and the City of Montreal mentioned in the Act 8 George V (Quebec), chapter 84, and the rights which it possesses or will possess in virtue of any contracts, by-laws or resolutions passed or which will be passed in its favour by the City of Montreal or by any other municipal corporation, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities; and constitute the hypothec, mortgage and pledge and cession and transfer above mentioned by Trust Deed in accordance with the provisions of Division VI of the Special Corporate Powers Act (R.S.Q. 1941, chapter 280) and Section 19c of Bill No. 173 sanctioned on March 28, 1947 at the Session of the legislature of the Province of Quebec 11 Geo. VI 1947, or in any other manner.

Montreal, April 21st, 1947.

By Order of the Board.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY,

By: T. D. ROBERTSON,
18646-16-3-o Secretary.

BENJAMIN MOORE & CO. OF MONTREAL LIMITED

By-Law No. 39

Whereas it is deemed expedient to increase the number of the Board of Directors of Benjamin

jamin Moore & Co. of Montreal Limited de cinq à sept.

Qu'il soit décrété que le nombre des directeurs de la compagnie Benjamin Moore & Co. of Montreal Limited soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept.

Décreté le 25 septembre 1946.

Le Président,

F. MOORE.

Le Secrétaire,

W. N. MacQUEEN.

Copie conforme certifiée du règlement numéro 39 de la compagnie Benjamin Moore & Co. of Montreal Limited, passé par plus des deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée dûment convoquée et tenue le 25 septembre 1946.

(Sceau)

18748

Le Secrétaire,
W. N. MacQUEEN.

Moore & Co. of Montreal Limited from five to seven.

Be it enacted that the number of directors of Benjamin Moore & Co. of Montreal Limited be and the same is hereby increased from five to seven.

Enacted this 25th day of September 1946.

F. MOORE,

President.

W. N. MacQUEEN,

Secretary.

Certified a true copy of By-law Number 39 of Benjamin Moore & Co. of Montreal Limited, passed by more than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a meeting duly called and held on the 25th day of September 1946.

(Seal)

18748-o

W. N. MacQUEEN,
Secretary.

Avis est donné au public par les présentes, conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que "Canadian International Paper Company", ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, comté de Hochelaga, Province de Québec, se propose de faire exécuter les travaux suivants:

1. de faire construire un barrage en bois au lac Uncle Park, un tributaire de la rivière à Pierre, pour faciliter le flottage des billots jusqu'au lac du Coin;
2. de faire construire un barrage en bois au petit lac Batiscan, un tributaire de la rivière à Pierre, pour faciliter le flottage des billots jusqu'au lac Uncle Park;
3. de faire construire un barrage en bois au lac Landry, un tributaire de la rivière à Pierre, pour faciliter le flottage des billots jusqu'à l'embouchure du ruisseau Gervais;
4. de faire construire un barrage en bois au lac Scott, un tributaire de la rivière à Pierre, pour faciliter le flottage des billots jusqu'au lac Landry;
5. de faire construire un barrage en bois sur la rivière à Pierre, un tributaire de la rivière Batiscan, pour faciliter le flottage des billots sur la rivière à Pierre;
6. de faire construire un barrage en bois au lac du Coin, un tributaire de la rivière à Pierre, pour faciliter le flottage des billots jusqu'à la rivière à Pierre.

Tous ces barrages en bois seront dans le canton de Bois et Tonti, Comté de Portneuf, Province de Québec.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet, accompagnée des plans et spécifications indiquant la nature de la construction et les terrains qui seront affectés par telle construction, a été adressée au Ministre des Terres et Forêts, Province de Québec, et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé aux bureaux d'enregistrement de la division de Portneuf à Cap Santé.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le ou après le dixième jour suivant la date de la publication de cet avis dans la Gazette Officielle de Québec.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER
COMPANY,

Le Secrétaire,

ROY CAMPBELL.

18762-o

Public notice is hereby given, in accordance with Section 35 of the Watercourse Act, that Canadian International Paper Company, having its Head Office in the City of Montreal, in the County of Hochelaga, Province of Quebec, intends to execute the following works:

1. a dam at Lake Uncle Park, tributary of Rivière à Pierre, to facilitate log-driving down to Lake du Coin;
2. a dam at Little Lake Batiscan, tributary of Rivière à Pierre, to facilitate log-driving down to Lake Uncle Park;
3. a dam at Lake Landry, tributary of Rivière à Pierre, to facilitate log-driving down to mouth of Creek Gervais;
4. a dam at Lake Scott, tributary of Rivière à Pierre, to facilitate log-driving down to Lake Landry;
5. a dam at Rivière à Pierre, tributary of River Batiscan, to facilitate log-driving on Rivière à Pierre;
6. a dam at Lake du Coin, tributary of Rivière à Pierre, to facilitate log-driving down to Rivière à Pierre;

All dams are in the Township of Bois et Tonti, County of Portneuf, Province of Quebec.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the works, and the land which will be affected by such works, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Portneuf at Cap Santé.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor-in-Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER
COMPANY,

ROY CAMPBELL,

Secretary.

18762-o

PAROISSE DE ST. AMBROISE, COMTÉ DE
CHICOUTIMI

RACHAT D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 58

Dénomination de \$100.00 Nos. G-11

Dénomination de \$500.00 Nos. D-8, 9 et 24

Les dites obligations seront remboursables le 1er juin 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

(Signé) Le Secrétaire-trésorier,
18749-o ART. E. ASSELIN.

MUNICIPALITÉ DU CANTON TACHÉ

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 41, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-15, 80, 95.

Les dites obligations seront remboursables le 1er juin 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

18755-o Le Secrétaire-trésorier,
J. A. TREMBLAY.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Henri-de-Mascouche", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption.

18763-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-COLOMB
DE SILLERY

AVIS DE RACHAT

Émission de \$96,000 à 4% portant la date du 1er juin 1938 et échéant en série jusqu'au 1er juin 1958 (Règlement N° 148 et 149).

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Paroisse de St-Colomb de Sillery, rachètera par anticipation, au pair, le 1er juin 1947, en vertu d'une clause de rachat insérée dans le règlement et reproduite sur les obligations, le solde en cours de l'émission d'obligations ci-dessus désignée et émise conformément à ses règlements Nos 148 et 149.

Les dites obligations deviendront dues et payables et elles seront payées et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er juin 1947, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er juin 1947 attachés, aux bureaux de la Banque Provinciale à Montréal et Québec au choix du détenteur.

Les dites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juin 1947.

Donné à St-Colomb de Sillery, ce vingt-sixième jour d'avril 1947.

18769-o Le Secrétaire-trésorier,
CHARLES LANGLOIS, I.P.

PARISH OF ST. AMBROISE, COUNTY OF
CHICOUTIMI

REDEMPTION OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 58,

Denomination of \$100.00 Nos. G-11

Denomination of \$500.00 Nos D-8, 9 and 24

The said bonds will be redeemable on the 1st of June, 1947 the date upon which they shall cease to bear interest.

(Signed) ART. E. ASSELIN,
18749-o Secretary-Treasurer.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF TACHÉ

DRAWING OF BONDS

The following bonds issued under By-law 41, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-15, 80, 95.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of June 1947, from which date they shall cease to bear interest.

18755-o J. A. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Henri-de-Mascouche" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Henri-de-Mascouche, county of l'Assomption.

18763 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST-COLOMB
OF SILLERY

REDEMPTION NOTICE

Issue of bonds for \$96,000 at 4% dated June 1st 1938 and payable serially until June 1st 1958 (By-Laws Nos. 148 et 149).

Public notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St. Colomb of Sillery, will redeem in anticipation, at par, on the first of June 1947, in conformity with a redemption clause inserted in the by-law and reproduced on the bonds, the balance now outstanding of the aforesaid mentioned bonds issued under the authority of her by-laws Nos 148 et 149.

The said bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed in principal and interest, at the above mentioned date, in legal money of Canada, with interest accrued until June in Montreal and Quebec at the holder's option.

The said bonds will cease to bear interest as from June 1st, 1947.

Given at St. Colomb of Sillery, this 26th of April 1947.

18769-o CHARLES LANGLOIS, P. E.,
Secretary-treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du papier Façonné de Québec Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 59, rue Saint-Joseph, chambre 301, Québec, comté de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18770-o • JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 22 avril 1947, approuvé les règlements numéros 5 et 6 de "Le Sanatorium de Gaspé, Inc.", tels qu'adoptés aux assemblées tenues les 9 et 10 mars 1946, et ce, conformément aux dispositions édictées par l'article 12 du Bill numéro 37, sanctionné le 28 mars 1947 et intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18775-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier Façonné de Québec Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 19, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 59 Saint-Joseph Street, Room 301, Quebec, County of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
18770 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April 22, 1947, approved By-laws numbers 5 and 6 of "Le Sanatorium de Gaspé, Inc.", as adopted at the meetings held on the 9th and 10th of March, 1946, and such, in conformity with the provisions enacted by section 12 of Bill number 37, sanctioned March 28, 1947 and intitled: "Act amending the Quebec Companies Act".

Given at the office of the Provincial Secretary, April 23, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18775 Under Secretary of the Province.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 251 824. Dame Gabrielle Moreau, épouse commune en biens de Jean Paul Trudeau, domiciliée à Montréal-Sud, district de Montréal, demanderesse vs Jean-Paul Trudeau, constable des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9 avril 1947.

Montréal, le 9 avril 1947.

Le Procureur de la demanderesse,
18747-o YVON PERRAS.

Province de Québec, District de Montréal, Cour supérieure, N° 251943. Sylvia Green, des cité et district de Montréal, épouse de Joseph Myer Bercuson, du même lieu, demanderesse, vs Joseph Myer Bercuson, vendeur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 15 avril 1947.

Montréal, 18 avril 1947.

Le Procureur de la demanderesse,
18768 JACK RUDNER.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, No. 52,202. Alice Lamontagne, domiciliée à 90 rue Arago, Québec, demanderesse, épouse de Jos. Boutin, vs Joseph Boutin, 90, rue Arago, Québec, défendeur.

Prenez avis qu'un action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre son époux le dit Joseph Boutin, le 10 avril 1947.

Québec, le 23 avril, 1947.

Le Procureur de la demanderesse,
18774-o ÉLISÉE THÉRIAULT.

Actions for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 251 824. Dame Gabrielle Moreau, wife common as to property of Jean Paul Trudeau, of Montréal-Sud, district of Montreal, plaintiff vs Jean Paul Trudeau, constable of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on april, the 9th 1947

Montreal, April 9th 1947.

YVON PERRAS,
18747-o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 251943. Sylvia Green, of the City and district of Montreal, wife of Joseph Myer Bercuson, of the same place, plaintiff vs Joseph Myer Bercuson, salesman, of the City and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter on the 15th day of April, 1947.

Montreal, April 18th, 1947.

JACK RUDNER,
18768-o Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 52,202. Alice Lamontagne, domiciled at 90 Arago Street, Quebec, plaintiff, wife of Jos. Boutin, vs Joseph Boutin, 90 Arago Street, Quebec, defendant.

Notice is given that an action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against her husband the said Joseph Boutin, on April 10, 1947.

Quebec, April 23, 1947.

ÉLISÉE THÉRIAULT,
18774 Attorney for plaintiff.

Charte — Abandon de

Charter — Surrender of

F. & R. CORPORATION

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie, "F. & R. Corporation" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 14 mars, 1947.

18750-0

Le Secrétaire,
O. REINHART.

F. & R. CORPORATION

Pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act, the company "F. & R. Corporation" does hereby give notice that it will apply to the Lieutenant-Governor for leave to surrender its charter and to secure the cancellation thereof, from and after the date which he will be pleased to determine.

Montreal, March 14, 1947.

18750

O. REINHART,
Secretary.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Avis public est donné par les présentes que la compagnie "The Royal Trust Company" s'adressera à la législature de la province de Québec à la présente session pour obtenir la passation d'une loi l'autorisant comme exécuteurs de la succession Newcomb.

1. A vendre par vente privée et sans formalité judiciaire l'immeuble suivant, situé dans le quartier Ste-Anne.

Un emplacement borné en front par la rue Notre-Dame Ouest dans la ville de Montréal et composé comme suit:

a) de la subdivision Nos un et deux du lot originaire mille cent soixante deux (N° 1162-1 & 2 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne; et

b) de la subdivision N° un (1) du lot originaire mille cent soixante cinq (N° 1165-1) aux dits plan et livre de renvoi officiels; et

c) de la partie non-subdivisée de la figure triangulaire dudit lot originaire mille cent soixante deux (N° 1162) mesurant deux pieds et neuf pouces (2'9") dans sa limite nord-est, et seize pieds (16') dans sa limite sud-est, et dix-huit pieds et deux pouces (18'2") dans sa limite sud-ouest, et borné au nord-est et au sud-est par la subdivision N° deux (2) dudit lot originaire mille cent soixante deux (N° 1162-2), et au sud-ouest par le lot originaire mille cent soixante un (N° 1161), aux dits plan et livre de renvoi officiels; a dite parcelle de terrain contenant une superficie de neuf pieds (9') carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses érigées ci-dessus.

2. Pour confirmer et valider l'acte notarié passé devant Mtre. H. Decary, notaire en date de 25 janvier 1938 par les exécuteurs de la Succession Newcomb et Mary Anne Kane intitulé "Création de Servitude".

2. Pour valider et confirmer le titre de la Succession Newcomb à l'immeuble ci-dessus décrit.

Montréal, 29 mars, 1947.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF,
18490-14-4-0 MEREDITH & BALLANTYNE.

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at the present session thereof for a Bill empowering The Royal Trust Company Executors of the Estate Newcomb.

1. to alienate by private sale and without judicial formality the following immoveable property situated in St. Ann's Ward;

That certain emplacement fronting on Notre Dame Street West in the City of Montreal, and composed as follows:

a) Subdivision numbers one and two of Original lot number one thousand one hundred and sixty-two (1162-1 & 2) upon the Official Plan and Book of Reference of the St. Ann's Ward;

b) Subdivision number one of Original lot number one thousand one hundred and sixty-five (1165-1) upon said Official Plan and Book of Reference; and

c) Unsubdivided part, of triangular figure, of said Original lot number one thousand one hundred and sixty-two (Pt. 1162), measuring two feet nine inches (2'9") in its North-westerly side line, sixteen feet (16') in its South-easterly side line and eighteen feet two inches (18'2") in its South-westerly side line, and bounded to the North-east and the South-east, by subdivision number two of said Original lot number one thousand one hundred and sixty-two (1162-2), and to the South-west, by Original lot number one thousand one hundred and sixty-one (No. 1161) upon said Official Plan and Book of Reference; containing said strip of land an area of nine square feet (9 sq. ft), English Measure and more or less.

Together with the buildings thereon erected.

2. to confirm and validate the authentic act dated 25th January, 1938 executed by before Mtre. H. Decary, N. P. by the executors of the Estate Newcomb and Mary Anne Kane entitled "Creation of Servitude".

3. to validate and confirm the title of Estate Newcomb to the immoveable property hereinbefore described.

Montreal, 29th March, 1947.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF,
MEREDITH & BALLANTYNE,
18490-14-4-0 Attorneys for Petitioners.

AVIS

NOTICE

La Corporation de la Paroisse de St-Antoine de Longueuil s'adressera à la Législature à sa présente session pour obtenir une loi ratifiant une résolu-

The Corporation of the Parish of St-Antoine of Longueuil shall apply to the Legislature at its present session for the passing of an act ratifying a

tion pour fixer l'évaluation des usines de Fairchild Aircraft Ltd. et de George Weston Ltd.
Montréal, 1er avril 1947.

Les Avocats de la requérante,
PHILIPPE LAMARRE,
ÉMILIE BRAIS.

18510-14-4-o

resolution to fix the value of the plants of Fairchild Aircraft Ltd. and of George Weston Ltd.
Montreal, April 1st 1947.

PHILIPPE LAMARRE,
ÉMILIE BRAIS,
Attorneys for petitioner.

18510-14-4-o

Département de l'Agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Labelle, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Kiamika" et que son principal siège d'affaires est à Kiamika.

La société a pour objet l'amélioration et l'agrandissement des fermes ainsi que l'achat et l'usage d'un tracteur déblayeur (Bulldozer) et accessoires pour fin de travaux d'amélioration des fermes.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce dix-septième jour d'avril 1947.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
JULES SIMARD.

18764-o

NOTICE

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Labelle, under the name of "Société Coopérative Agricole de Kiamika" and that its principal place of business is at Kiamika.

The object of the association is the improvement and enlargement of farms and also the purchase and use of a Bulldozer and accessories for the purpose of improvement works on farms.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec this seventeenth day of April, 1947.

JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

18764

Département de l'Instruction publique

N° 293-47

Quebec, le 11 avril 1947.

Demande est faite d'ériger, pour les protestants seulement, sous le nom de "la municipalité scolaire protestante de Brownsburg", dans le comté d'Argenteuil, les rangs 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du canton de Chatham.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J. P. LABARRE.

18617-16-2-o

No. 293-47

Quebec, April 11, 1947.

Application is made to erect, for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Brownsburg", in the county of Argenteuil, the ranges 7, 8, 9, 10, 11 and 12 of the township of Chatham.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

18617-16-2

N° 69-47

Québec, le 15 avril 1947.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Georges-Ouest", paroisse, dans le comté de la Beauce, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Tous les lots 1 à 45 inclusivement du premier rang d'Aubert-Gallion;

Tous les lots à partir du N° 110, à distraire 110-A, jusqu'au N° 170 inclusivement du premier rang d'Aubert-Gallion;

Tous les lots des rangs Ste-Anne et St-Guillaume, (à partir du N° 385 jusqu'à 324 inclusivement);

Tous les lots du rang St-Jacques, (Nos 386 à 395 inclusivement);

Tous les lots du rang St-Pierre, (Nos 396 à 446 inclusivement);

Les abouts de St-Pierre-Sud, (Nos 397 à 413 inclusivement);

Les abouts de St-Pierre-Nord, (Nos 447 à 432 inclusivement);

Les abouts du premier rang d'Aubert-Gallion- (Nos 3 à 26 inclusivement, nos 70 à 137 inclusivement);

Les lots 30 à 24-C inclusivement du rang I du canton Shenley.

Ce territoire sera détaché de la municipalité scolaire d'Aubert-Gallion.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

18641-16-2-o

No. 69-47

Quebec, April 15, 1947.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Saint-Georges-Ouest", parish, in the county of Beauce, the territory hereinbelow described, to wit:

All of lots 1 to 45 inclusively of the first range of Aubert Gallion;

All the lots from No. 110, (110-A to be deducted) as far as No. 170 inclusively of the first range of Aubert-Gallion;

All the lots of ranges Ste-Anne and St-Guillaume, (starting from No. 385 to 324 inclusively);

All the lots in the St-Jacques range, (Nos. 386 to 395 inclusively);

All the lots in the St-Pierre range, (Nos. 396 to 446 inclusively);

The abutments of St-Pierre-sud, (Nos. 397 to 413 inclusively);

The abutments of St-Pierre-nord, (Nos. 447 to 432 inclusively);

The abutments of the first range of Aubert-Gallion (Nos. 3 to 26 inclusively, Nos. 70 to 137 inclusively);

Lots 30 to 24-C inclusively of range I of the township Shenley.

The said territory to be detached from the school municipality of Aubert-Gallion.

18641-16-2

J.-B. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 207-47

Québec, le 15 avril 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-André D'Acton, comté de Bagot, le lot N° 361 et la partie du lot n° 373 appartenant à M. Georges-Henri Dorais et de les annexer à la municipalité scolaire d'Acton Vale, village.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18642-16-2-o J.-P. LABARRE.

No. 207-47

Quebec, April 15, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of St-André d'Acton, county of Bagot, lot No. 361, and the part of lot No. 373 belonging to Mr. Georges-Henri Dorais, and to annex the same to the school municipality of Acton Vale, village.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 206-45

Quebec, le 16 avril 1947.

Demande est faite de fusionner les municipalités scolaires de St-Georges-de-Malbaie et de Grande-Anse, dans le comté de Gaspé-Sud, pour former une seule municipalité scolaire, pour les catholiques seulement, qui sera connue et désignée sous le nom de "la municipalité scolaire catholique de St-Georges-de-Malbaie."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18643-16-2-o J.-P. LABARRE.

No. 206-45

Quebec, April 16, 1947.

Application is made to amalgamate the school municipalities of St-Georges-de-Malbaie and Grande-Anse, in the county of Gaspé South, to form one single school municipality, for Catholics only, same to be known and designated under the name of "The Catholic School Municipality of St-Georges-de-Malbaie."

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 280-47.

Québec, le 21 avril 1947.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Barachois, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Belle-Anse, dans le comté de Gaspé-Sud.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18765-17-2-o J.-P. LABARRE.

No. 280-47.

Quebec, April 21, 1947.

Application is made to annex the school municipality of Barachois, for Protestants only, to the Protestant school municipality of Belle-Anse in the county of Gaspé-South.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 264-47.

Québec, le 21 avril 1947.

Demande est faite que le territoire des municipalités scolaires de Gaspé-Baie-Nord, de Fontenelle et de Roseville soient unies en vue de former une municipalité scolaire distincte — pour les protestants seulement — sous le nom de "la municipalité scolaire protestante de Gaspé-Baie-Nord. Le territoire que cette municipalité aura comprendra le suivant:

"Les lots 1 à 59 inclusivement du rang I Sud du canton de Sydenham; les lots 1 à 3 inclusivement du rang II Sud du canton de Sydenham; les lots 7 à 57 inclusivement du rang I du canton de Gaspé-Baie-Nord; les lots 9 à 46 inclusivement du rang II du canton Gaspé-Baie-Nord; les lots 1 à 15 inclusivement du rang Est du chemin du canton de Gaspé Baie-Nord; les lots 1 à 18 inclusivement du rang Ouest du chemin du canton Gaspé-Baie-Nord; les lots 1 à 10 inclusivement du rang B du canton Gaspé-B.-Nord; les lots 1 à 9 inclusivement du rang A du canton Gaspé-Baie-Nord".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18766-17-2-o J.-P. LABARRE.

No. 264-47.

Quebec, April 21, 1947.

Application is made to unite the territory of the school municipalities of Gaspé-Bay-North, Fontenelle and Roseville, with a view to forming one separate school municipality — for Protestants only — under the name of "the Protestant school municipality of Gaspé Bay-North". The territory of the said municipality being as follows "Lots 1 to 59 inclusively of range I South of the township Sydenham; lots 1 to 3 inclusively of range II South of the township Sydenham; lots 7 to 57 inclusively of range I of the township of Gaspé Bay-North; lots 9 to 46 inclusively of range II of the township of Gaspé Bay-North; lots 1 to 15 inclusively of the range East of the road of the township of Gaspé Bay-North; lots 1 to 18 inclusively of the range West of the road of the township of Gaspé Bay-North; lots 1 to 10 inclusively of range B of the township of Gaspé Bay-North; lots 1 to 9 inclusively of range A of the township of Gaspé Bay-North".

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg
division d'Enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of Charlesbourg
Registration division of Quebec.

Avis est par la présente donné que les lots
628-1 à 628-6, 628-12 à 628-18, les lots 628-10,

Notice is hereby given that lots 628-1 to 628-6,
628-12 to 628-18, lots 628-10, 628-19 to 628-28,

628-19 à 628-38, 628-30, 628-32 à 628-37, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil. 628-30, 628-32 to 628-37, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 9 avril 1947.

Quebec, April the 9th, 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

18751-o

18751-o

AVIS

NOTICE

Cadastré officiel de la paroisse de la visitation de la Pointe du Lac, division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Official cadastre of the parish of La Visitation de la Pointe du Lac registration division of Three-Rivers.

Avis est, par la présente, donné que les lots 116 à 122 sont annulés et remplacés par les lots 614 à 624 en vertu des articles 2174A et 2174 du Code civil.

Notice is hereby given that lots 116 to 122 are cancelled and replaced by lots 614 to 624 in virtue of Articles 2174A and 2174 of the civil Code.

Québec, le 1er avril 1947.

Québec, April 1st, 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

18756-o

18756-o

Lettres patentes

Letters patent

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG Fiset

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires Britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, Empereur des Indes.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

Salut.

GREETING.

LETTRES PATENTES

LETTERS PATENT

ATTENDU que la loi des cités et villes décrète que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger par lettres patentes, après l'accomplissement des formalités prescrites, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

WHEREAS the Cities and Towns Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, after fulfilment of the formalities prescribed, erect the territory of a village municipality into a town municipality, if it contains a population of at least two thousand souls;

ATTENDU que par une requête, en date du 10 février 1947, basée sur une résolution de la même date du conseil du village de Loretteville, ledit conseil du village de Loretteville, dans le comté municipal de Québec, demande que le territoire de ladite municipalité du village de Loretteville soit érigé, par Nos lettres patentes, en municipalité de ville, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes;

WHEREAS by a petition, bearing date the 10th day of February, 1947, based upon a resolution, of the same date, of the Council of the Village of Loretteville, the said Council of the Village of Loretteville, in the municipal county of Quebec, requests that the territory of the said village municipality of Loretteville be erected, by Our Letters Patent, into a town municipality, in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act;

ATTENDU que ladite requête contient toutes les énonciations requises par la Loi des cités et villes, et que les formalités prescrites par cette loi ont été remplies;

WHEREAS the said petition contains all the declarations required by the Cities and Towns Act, and that the formalities prescribed by the said Act have been fulfilled;

ATTENDU que la population de la municipalité du village de Loretteville établie par le recensement fait conformément à la loi, est de trois mille cent soixante-quinze âmes;

WHEREAS the population of the village municipality of Loretteville as established by the census taken according to law, is three thousand one hundred and seventy-five souls;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 10 avril 1947, Nous avons érigé et par les présentes lettres patentes érigeons la municipalité du village de Loretteville, dans le comté

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated April 10, 1947, We have erected and do hereby erect the village municipality of Loretteville, in the municipal county of Quebec, into a

municipal de Québec, en municipalité de ville, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes;

Le nom de la municipalité présentement érigée est "La ville de Loretteville";

La Ville de Loretteville comprendra le territoire suivant, savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Loretteville formé des lots et parties de lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, et toutes leurs subdivisions présentes et à venir, compris dans les limites suivantes, à savoir: Partant du sommet de l'angle ouest du lot 749 du susdit cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette; de là, en référence au même cadastre officiel, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: une ligne séparant les lots 749, 750 et 761 des lots 776, 766 et 765; la ligne sud-ouest du chemin de Valcartier; la ligne nord-ouest du lot de subdivision 761-A; la ligne sud-ouest du lot de subdivision 761-A et lui faisant suite la ligne séparant les lots 750 et 757 d'un côté des lots 761 et 758 de l'autre côté, prolongée jusqu'au côté sud-est du chemin entre la concession nord du chemin de la Jeune-Lorette et la 1ère concession Grand Saint-Antoine; le dit côté sud-est du dit chemin; la ligne nord-est du lot 711, les lignes nord-ouest, sud-ouest et sud-est du lot de subdivision 711-1; les lignes sud-ouest et sud-est du lot de subdivision 699-9; la ligne nord-est du lot 699 (côté sud-ouest du chemin de Valcartier) la ligne nord-ouest du lot de subdivision 699-8 les lignes sud-ouest des lots de subdivision 699-8, 699-3 et 699-2A; la ligne sud-est du lot de subdivision 699-2A, la ligne nord-est du lot 699 (côté sud-ouest du chemin de Valcartier) jusqu'au côté nord de l'emprise du chemin de fer Québec-Lac St-Jean; le dit côté nord de l'emprise du dit chemin de fer jusqu'à l'axe de la rivière St-Charles; le dit axe de la rivière St-Charles jusqu'au prolongement de la limite sud-ouest du lot 1035 (réserve indienne); le dit prolongement jusqu'à la rive nord de la rivière St-Charles; de là, contournant le dit lot 1035 (réserve indienne) suivant les courses astronomiques et distances suivantes: N. 48°17'O., 1.68 chs.; N. 63°00'O., 2.60 chs.; N. 42°56'E., 1.27 chs.; S. 77°38'E., 1.43 chs.; S. 88°04'E., 1.37 chs.; N. 60°33'E., 0.98 chs.; N. 31°52'O., 2.79 chs.; N. 57°41'E., 2.42 chs.; jusqu'à la ligne est du lot de subdivision 1026-1; de là, la dite ligne est du lot de subdivision 1026-1; la ligne nord-est et la ligne nord-ouest du lot de subdivision 1026-2; le côté nord-est du chemin de Valcartier sur une longueur de 120 pieds, la ligne sud-est et la ligne nord-est du lot de subdivision 1026-3; la ligne sud-est du lot de subdivision 1027-A; les lignes nord-est des lots de subdivision 1027-A, 1027-B-8-1, 1027-B-10, 1027-24; la ligne nord-ouest du lot de subdivision 1027-24; les lignes nord-est des lots de subdivision 1027-4 à 1027-15 inclusivement; le prolongement de la dernière à travers le lot 1526; les lignes nord-est des lots de subdivision 1027-18, 1027-19 et 1027-20, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière St-Charles; le dit axe de la rivière St-Charles jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1018; le dit prolongement et la dite ligne nord-est du lot 1018; le côté sud-est du chemin séparant les 1ère et 2ième concessions St-Bernard, le côté sud-ouest de la route la Pageau, en allant vers le sud-est; la ligne nord-est du lot 1055 jusqu'à un point situé à 570 pieds au sud-est du chemin séparant la 1ère concession St-Bernard du rang Petit St-Antoine; une ligne parallèle au sus-dit chemin à une distance de 570 pieds

town municipality, in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act;

The name of the municipality presently erected is "The Town of Loretteville";

The Town of Loretteville will comprise the following territory, to wit:

The actual territory of the village municipality of Loretteville composed of the lots and parts of lots of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, and all their subdivisions, present and future, comprised within the following limits, to wit: Starting from the summit of the west corner of lot 749 of the aforesaid official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette; thence, with reference to the same official cadastre, passing by the following lines and demarcations, successively: a line separating lots 749, 750 and 761 from lots 776, 766 and 765; the southwest line of the Valcartier road; the northwest line of subdivision lot 761-A; the southwest line of subdivision lot 761-A and following it the line separating lots 750 and 757 on one side from lots 761 and 758 on the other side, extended as far as the southeast side of the road between the concession north of the Jeune-Lorette road and the 1st concession of Grand Saint-Antoine; the said south-east side of the said road; the northeast line of lot 711, the northwest, southwest and southeast lines of subdivision lot 711-1; the southwest and southeast lines of subdivision lot 699-9; the northeast line of lot 699 (southwest side of the Valcartier road); the northwest line of subdivision lot 699-8; the southwest lines of subdivision lots 699-8, 699-3 and 699-2A; the southeast line of subdivision lot 699-2A, the northeast line of lot 699 (southwest side of the Valcartier road) as far as the north side of the Quebec-Lake St. John Railway right of way; the said north side of the said railway right of way as far as the axis of the St. Charles river; the said axis of the St. Charles river to the prolongation of the southwest limit of lot 1035 (Indian Reserve); the said prolongation as far as the north bank of the St. Charles river; thence, passing around said lot 1035 (Indian Reserve) according to the following astronomic courses and distances: N. 48°17'W., 1.68 chs.; N. 63°00'W. 2.60 chs.; N.42°56'E., 1.27 chs.; S.77°38'E., 1.43 chs.; S.88°04'E., 1.37 chs.; N.60°33'E., 0.98 chs.; N.31°52'W., 2.79 chs.; N.57°41'E., 2.42 chs.; to the east line of subdivision lot 1026-1; thence, the said east line of subdivision lot 1026-1; the northeast line and northwest line of subdivision lot 1026-2; the northeast side of the Valcartier road for a length of 120 feet, the southeast line and northeast line of subdivision lot 1026-3; the southeast line of subdivision lot 1027-A; the northeast lines of subdivision lots 1027-A, 1027-B-8-1, 1027-B-10, 1027-24, the northwest line of subdivision lot 1027-24; the northeast lines of subdivision lots 1027-4 to 1027-15 inclusively; the prolongation of the latter across lot 1526; the northeast lines of subdivision lot 1027-18, 1027-19 and 1027-20, the latter prolonged as far as the axis of the St. Charles river to the said axis of the St. Charles river to the prolongation of the northeast line of lot 1018; the said prolongation and the said northeast line of lot 1018; the southeast side of the road separating the 1st and 2nd St-Bernard concessions, the southwest side of the Pageau road, bearing southeast; the northeast line of lot 1055 up to a point situate at 570 feet southeast of the road separating the 1st concession of St-Bernard from the Petit St-Antoine range; a line parallel to the

au sud-est d'icelui traversant les lots 1055, 1054, 1053, 1049, 1047, 1046 et prolongée à travers la route de la Misère; la ligne est et la ligne sud du lot 1043, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière St-Charles, le dit axe de la rivière St-Charles jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du rang Grand St-Antoine, le dit prolongement et la dite ligne sud-est du rang Grand St-Antoine, le côté nord-est d'un chemin limitant au sud-ouest les lots 609, 610 et 611; la ligne sud-ouest du lot 612 et le côté nord-est d'un chemin limitant au sud-ouest les lots 745, 744, 746, 748 et 749 jusqu'au point de départ. Lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer, rivières, cours d'eau, ou parties d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, est érigé en vertu de la loi des Cités et Villes en une municipalité de Ville sous le nom de "Ville de Loretteville" et la municipalité du village de Loretteville cesse d'exister;

* La municipalité forme un seul quartier;

La première séance générale du conseil de la dite municipalité aura lieu en la salle municipale où siège le conseil actuellement;

Le conseil de ladite municipalité sera composé d'un maire et de six échevins.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce QUINZIÈME jour d'AVRIL l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept et de Notre Règne le onzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
18761-o JEAN BRUCHÉSI.

aforesaid road at a distance of 570 feet southeast of same crossing lots 1055, 1054, 1053, 1049, 1047, 1046 and extended across the Misère road; the east line and south line of lot 1043, the latter extended as far as the axis of the St. Charles river, the said axis of the St. Charles river to the prolongation of the southeast line of the Grand St-Antoine range, the said prolongation and the said southeast line of the Grand St-Antoine range, the northeast side of a road bounding on the southwest lots 609, 610 and 611; the southwest line of lot 612 and the northeast side of a road bounding on the southwest lots 745, 744, 746, 748 and 749 to the starting point. The said territory together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, watercourses, or parts of same, comprised within the above described limits, is erected under the Cities and Towns Act into a Town municipality under the name of "Town of Loretteville" and the village municipality of Loretteville ceases to exist;

The municipality forms one single ward;

The first general meeting of the Council of the said municipality will be held in the municipal hall where the council actually meets;

The Council of the said municipality will be composed of a mayor and six aldermen.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this FIFTEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,
18761 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 20 mars 1947.

MM. Charles Stein, d'Ottawa, Emérentien Lacroix, Bernard Couvrette, Kenneth H. Brown, de Montréal, et Germain Caron, de Louiseville, membre de l'Assemblée législative, tous cinq membres du Bureau de la Province: conseils en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 21 mars 1947.

M. J.-M. Honeyman, de Lennoxville: surintendant de la pisciculture de Baldwin Mills.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent, under the great seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, March 20, 1947.

Messrs. Charles Stein, of Ottawa, Emérentien Lacroix, Bernard Couvrette, Kenneth H. Brown, of Montreal, and Germain Caron, of Louiseville, member of the Legislative Assembly, all five members of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, March 21, 1947.

Mr. J.-M. Honeyman, of Lennoxville: to be superintendent of pisciculture of Baldwin Mills.

M. André Deselliers, d'Amos: assistant-chef de division au département de la voirie.

M. Lionel Froment, de Joliette: assistant-chef de division pour les comtés de Berthier et de Joliette au département de la voirie.
18776-o

Mr. André Deselliers, of Amos: to be assistant divisional chief in the Department of Roads.

Mr. Lionel Froment, of Joliette: to be assistant divisional chief for the counties of Berthier and Joliette, in the Department of Roads.
18776

Sièges sociaux

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Pierre Sevigny & Cie Inc., constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées le 10 octobre 1946 et ayant son siège social à 985 ouest, rue Sherbrooke, en la cité de Montréal, l'a transporté à 1117 ouest, rue Ste-Catherine, dans la dite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 31 mars 1947.

18752

Le Président,
PIERRE SÉVIGNY.

VIKING SKI CLUB INC.
CHRISTIEVILLE, P. Q.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Viking Ski Club Inc., une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec le 7 mars 1947, et ayant son siège social à Christieville, district de Terrebonne, province de Québec, a établi son siège social au s/d Trygve Mamen, Christieville, P. Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Christieville, district de Terrebonne, province de Québec, le 31 mars 1947.

18753

Le Secrétaire-trésorier,
A. K. HARGRAVE.

VITRERIE ROY LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que, la "Vitrerie Roy Limitée", une compagnie incorporée le vingt-deuxième jour de février 1947, par Lettres Patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, et ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, a établi son bureau d'affaires au numéro 104 rue St-Jean.

Québec, le 18 avril 1947.

18754-o

Le Secrétaire,
GILLES DE BILLY.

Avis est donné que la compagnie "Domaine des Pins Ltée", constituée en corporation, suivant la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 20e jour de février 1947, a son bureau principal à Oka, district de Terrebonne.

A compter de la date du présent avis, le bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Oka, ce 14e jour d'avril 1947.

18771-0

Le Président,
RAYMOND DALTON.

Head offices

Notice is hereby given that Pierre Sevigny & Cie Inc. incorporated in the Province of Quebec by Letters Patent granted on the 10th day of October 1946 and having its head office at 985 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal, has moved it to 1117 Ste Catherine Street West, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 31st day of March, 1947.

18752-o

PIERRE SÉVIGNY,
President.

VIKING SKI CLUB INC.
CHRISTIEVILLE, P. Q.

Notice is hereby given that Viking Ski Club Inc., a Company incorporated by Letters Patent under Part III of the Quebec Companies Act on the 7th day of March, 1947, and having its head office in Christieville, in the district of Terrebonne, Province of Quebec, has established its Head Office c/o Trygve Mamen, Christieville, P. Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Christieville, in the district of Terrebonne, in the Province of Quebec, this 31st day of March, 1947.

18753-o

A. K. HARGRAVE,
Secretary-Treasurer.

VITRERIE ROY LIMITÉE

Notice is hereby given that the "Vitrerie Roy Limitée", a company incorporated on the twenty-second day of February, 1947, by letters patent, issued under Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Quebec, has established its business office at number 104 St. John Street.

Quebec, April 18, 1947.

18754

GILLES DE BILLY,
Secretary.

Notice is hereby given that the "Domaine des Pins Ltée", company incorporated by the First Part of the Quebec Companies Act, on the 20th day of February 1947 has its head office in Oka, district of Terrebonne.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Oka this 14th day of April 1947.

18771-0

RAYMOND DALTON,
President.

Canada, province de Québec, district de Québec

BIZIER & CARON LIMITÉE

Avis est donné que "Bizier & Caron Limitée" constitué en corporation par Lettres Patentes du Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec en date du vingt-neuvième jour de mai mil neuf cent quarante-six et Lettres Patentes supplémentaires en date du vingtième jour de décembre mil neuf cent quarante-six, et ayant son bureau principal à Québec, district de Québec, a établi son bureau au Numéro 54 rue St-Joseph, en la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, P. Q. ce troisième jour d'avril 1947.

(Seau)
18757-o

Le Secrétaire,
W. R. CARON.

CIE DE TRANSPORT MONTMORENCY

Le bureau chef de la Cie de Transport Montmorency, a été fixé à Beauré.
18758-o

WILBROD BHERER.

FRANÇOIS NOLIN, LIMITÉE

Avis de la place d'affaires

Avis est donné que la compagnie "François Nolin, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 19 décembre 1944, a établi son bureau au numéro 7, 7ième Rue, Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 22 avril 1947.

18767-o

Le Président,
FRANÇOIS NOLIN.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec

BIZIER & CARON LIMITÉE

Notice is given that "Bizier & Caron Limitée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec under date the twenty-ninth day of May, one thousand nine hundred and forty-six, and supplementary letters patent dated the twentieth day of December, one thousand nine hundred and forty-six, and having its head office at Quebec, district of Quebec, has established its office at No. 54 St. Joseph Street, in the city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, P.Q., this third day of April, 1947.

(Seal)
18757

W. R. CARON,
Secretary.

CIE DE TRANSPORT MONTMORENCY

The head office of Cie de Transport Montmorency has been fixed at Beauré.
18758

WILBROD BHERER.

FRANÇOIS NOLIN, LIMITÉE

Notice of Head Office

Notice is given that the company "François Nolin, Limitée", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, bearing date December 19, 1944, has established its office at number 7, 7th Street, Quebec.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, April 22, 1947.

18767

FRANÇOIS NOLIN,
President.

Soumissions

VILLE LASALLE

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, jusqu'à huit heures du soir, mercredi le 14 mai 1947, pour l'achat de \$269,400.00 d'obligations de la Ville LaSalle, près Montréal, datées le 1er mai 1947, émises sous l'autorité de ses règlements nos. 287, 292, 294, 295, 299, 301, 303, 308, 312, 313, 314, 240 et 241 et remboursables suivant le tableau ci-après:

1er mai	Montant
1948	\$13,900.00
1949	14,000.00
1950	14,700.00
1951	14,900.00
1952	15,400.00
1953	9,300.00
1954	9,700.00
1955	9,800.00
1956	10,400.00
1957	10,600.00
1958	10,700.00

Tenders

TOWN OF LASALLE

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until eight o'clock in the evening on Wednesday, May 14th, 1947, for the purchase of \$269,400.00 of bonds of the Town of LaSalle, near Montreal, dated May 1st, 1947, issued under the authority of its By-laws Nos. 287, 292, 294, 295, 299, 301, 303, 308, 312, 313, 314, 240 and 241 and redeemable serially, as set forth in the following table:

May 1st	Amount
1948	\$13,900.00
1949	14,000.00
1950	14,700.00
1951	14,900.00
1952	15,400.00
1953	9,300.00
1954	9,700.00
1955	9,800.00
1956	10,400.00
1957	10,600.00
1958	10,700.00

1959	11,400.00
1960	14,400.00
1961	12,100.00
1962	12,300.00
1963	12,600.00
1964	13,100.00
1965	13,500.00
1966	13,800.00
1967	32,800.00

1959	11,400.00
1960	14,400.00
1961	12,100.00
1962	12,300.00
1963	12,600.00
1964	13,100.00
1965	13,500.00
1966	13,800.00
1967	32,800.00

Les soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt au choix à 2½, 2¾ ou 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. Ces intérêts seront payables les 1er mai et novembre de chaque année ainsi que le capital, au bureau chef de la Banque mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, lequel dépôt ne portera pas intérêt.

Les soumissions devront indiquer si le prix comporte ou non l'intérêt accru.

Ces soumissions seront prises en considération à la séance du conseil qui sera tenue mercredi le 14 mai 1947, à huit heures p.m., à l'hôtel de ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Ville LaSalle, ce 21e jour d'avril 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT GRAVEL.

18772-o

Tenders may be made for bonds bearing interest optionally at 2½, 2¾ or 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. These interests will be payable on the first day of May and November of each year, with the capital, at the chief office of the Bank mentioned in the Loan procedure.

Said bonds may be redeemed by anticipation at par, at any interest maturity date, under the authority of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan, which deposit shall not bear interest.

The tenders must specify whether the price includes or does not include accrued interest.

The tenders will be taken into consideration at the meeting of the Council which will be held on Wednesday, May 14th, 1947, at eight o'clock p.m., at the City Hall.

The Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Ville LaSalle, this 21st day of April 1947.

ALBERT GRAVEL,
Secretary-Treasurer.

18772-o

Vente — Loi de faillite

LOI DE FAILLITE

Province de Québec, district de Montréal, N° 241, Cour Supérieure. "En faillite".

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: Dame Marie-Louise Gauthier Grise, Montréal, cédante autorisée.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

Désignation

Un emplacement ayant front à la rue Sherbrooke ouest, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie Nord-Ouest du lot N° cent trente et un subdivision officielle du lot originaire N° cent quatre-vingts (Ptie N.-O. 180-231) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Municipalité de la Paroisse de Montréal, mesurant ladite partie, vingt-cinq pieds et quatre-dixièmes de pied de largeur par une profondeur de cent cinquante pieds et trois-dixièmes de pied du côté Nord-est le long de l'avenue Prud'homme, et une profondeur de cent trente-neuf pieds et trois-dixièmes de pied dans sa ligne sud-ouest, comprenant une superficie de trois mille six cent soixante-quatre pieds carrés et six-dixièmes de pied carré, mesure anglaise, plus ou moins; bornée, ladite partie, en front vers le sud-est par le résidu de la subdivision deux cent trente et un maintenant faisant partie

Sale — Bankruptcy Act

BANKRUPTCY ACT

Province of Quebec, District of Montreal, No. 241, Superior Court. "Sitting in Bankruptcy".

NOTICE OF SALE

In the matter of: Dame Marie-Louise Gauthier Grise, Montreal, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

Description

An emplacement fronting on Sherbrooke Street West, in Notre-Dame de Grâce Ward, in the city of Montreal, known and designated as being the Northwest part of lot number two hundred and thirty-one of the official subdivision of original lot number one hundred and eighty (N. W. Pt. 180-231) on the official plan and in the book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal, the said part measuring twenty-five feet and four tenths of a foot in width by a depth of one hundred and fifty feet and three tenths of a foot on the Northeast side along Avenue Prud'homme, and a depth of one hundred and thirty-nine feet and three tenths of a foot in its Southwest line, containing a superficial area of three thousand six hundred and sixty-four square feet and six tenths of a square foot, English measure, more or less; bounded, the said part, in front towards the Southeast by the residue of subdivision two

de la rue Sherbrooke, en arrière, vers le Nord-Ouest par partie du lot N° deux cent quatre-vingt-six subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingts (180-236) étant une ruelle, d'un côté vers le Nord-Est par l'Avenue Prud'homme, et de l'autre côté vers le Sud-Ouest par partie du lot N° deux cent trente-deux ci-après décrit;

Un emplacement ayant front à la rue Sherbrooke Ouest, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie Nord-Ouest du lot N° deux cent trente-deux subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingts (Ptie N. O. 180-232) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, mesurant, ladite partie vingt-cinq pieds et quatre-dixièmes de pied de largeur par une profondeur de cent trente-neuf pieds et trois-dixièmes de pied dans sa ligne Nord-Est, et une profondeur de cent vingt-huit pieds et deux dixièmes de pied dans sa ligne Sud-Ouest, comprenant une superficie de trois mille trois cent quatre-vingt-trois pieds carrés et six-dixièmes de pied carré, mesure anglaise, plus ou moins; bornée, ladite partie, en front vers le sud-est, par le résidu du lot N° deux cent trente-deux formant maintenant partie de la rue Sherbrooke, en arrière au Nord-Ouest par partie du lot N° deux cent quatre-vingt-six, subdivision officielle du lot originaire N° cent quatre-vingt (180-286) étant une ruelle, d'un côté au Nord-Est par partie du lot N° deux cent trente-deux, subdivision officielle du lot originaire N° cent quatre-vingts, et de l'autre côté, au Sud-Ouest par partie du lot N° deux cent trente-trois subdivision officielle du lot originaire N° cent quatre-vingts (180-233).

Avec les fondations d'une bâtisse en voie de construction sur les deux lots ci-dessus décrits.

Seront vendus, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le District de Montréal, (En faillite) rendu le 21 avril 1947, à l'enchère publique, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du Shérif du District de Montréal, Palais de Justice, Montréal, VENDREDI le 30 MAI 1947, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Conditions: Comptant. En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Montréal, le 23 avril 1947.

Bureau de: Perras & Perras,
4 est, Notre-Dame,
Montréal.

Les Syndics conjoints,
HERMAS PERRAS,
4 est, rue Notre-Dame,
ALBERT LAMARRE,
10 est, rue St-Jacques,
Montréal.

18773-17-2-o

hundred and thirty-one now forming part of Sherbrooke Street, in rear, towards the Northwest, by a part of lot number two hundred and eighty-six of the official subdivision of original lot number one hundred and eighty (180-286) being a lane, on one side to the Northeast by Avenue Prud'homme, and on the other side to the southwest by a part of lot number two hundred and thirty-two hereinafter described;

An emplacement fronting on Sherbrooke Street West, in Notre-Dame de Grâce Ward, in the city of Montreal, known and designated as being the Northwest part of lot number two hundred and thirty-two of the official subdivision of original lot number one hundred and eighty (N. W. Pt. 180-232) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Montreal the said part measuring, twenty-five feet and four tenths of a foot in width by a depth of one hundred and thirty-nine feet and three tenths of a foot in its Northeast line, and a depth of one hundred and twenty-eight feet and two tenths of a foot in its Southwest line, containing a superficial area of three thousand three hundred and eighty-three square feet and six tenths of a square foot, English measure, more or less; bounded, the said part, in front towards the Southeast, by the residue of lot number two hundred and thirty-two now forming part of Sherbrooke Street, in rear to the Northwest by a part of lot number two hundred and eighty-six, official subdivision of original lot number one hundred and eighty (180-286) being a lane, on one side to the Northeast by a part of lot number two hundred and thirty-two, official subdivision of original lot one hundred and eighty, and on the other side, to the southwest, by a part of lot number two hundred and thirty-three, official subdivision of original lot number one hundred and eighty (180-233).

With the foundations of a building under construction on the two lots above described

Will be sold, in virtue of a judgment of the Superior Court, for the District of Montreal, (Sitting in Bankruptcy), rendered on April 21, 1947, by public auction, pursuant to the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office for the District of Montreal, Court House, Montreal, on FRIDAY the THIRTIETH of MAY, 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Conditions: Cash. Over and above the purchase price the purchaser must pay the 2½% government tax according to Law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, April 23, 1947.

Offices of: Perras & Perras,
4, Notre-Dame East,
Montreal.

HERMAS PERRAS,
4 Notre-Dame Street East.
ALBERT LAMARRE,
10, St. James Street East,
Montreal.

18773-17-2

Vente pour taxes

Province de Québec

LA VILLE ST-PIERRE

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF ST. PIERRE

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public

à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la Ville St-Pierre, MARDI, le VINGTIÈME jour de MAI 1947, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

at the Town Hall of the Town of St. Pierre on TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY 1947, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Paroisse de Montréal — Parish of Montreal

Nom — Name	Cadastre	Subdivision
Inconnu — Unknown	130	55 ruelle — lane

Paroisse de Lachine — Parish of Lachine

Mme — Mrs L. Meunier, vve de — widow of J. Eugène Hardy	914	28-1
do do	914	28-2
do do	914	28-3
do do	914	28-4

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Donné en la Ville St-Pierre, ce dix-neuvième jour d'avril mil neuf cent quarante-sept.

(Sceau)
18759-17-2-0

Le Secrétaire-trésorier,
H. FLORIMOND MALO.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of St. Pierre, this nineteenth day of April, one thousand nine hundred and forty seven.

(Seal)
18759-17-2-0

H. FLORIMOND MALO,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec — Comté de Missisquoi

Province of Quebec — County of Missisquoi

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE COWANSVILLE

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF COWANSVILLE

Avis public est donné par le soussigné, Greffier de la Corporation de la Ville de Cowansville, que les lots ci-après mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, MARDI, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, 1947, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Trésorier, Hôtel de Ville, Cowansville, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Nom du propriétaire: S. Hashim, Cadastre Nos. 10 et 11.

Taxes Municipales (A Corporation de la Ville de Cowansville) — Pour l'année 1946. \$ 7.47
Taxes scolaires (A Cowansville School Board). — Pour l'année 1945-46. 6.60
Taxes scolaires (A Commission Scolaire Ste. Rose de Lima) — Pour l'année 1946-47 5.60
\$ 19.67

Les lots ci-haut sont du cadastre de la Corporation du Village de Cowansville (maintenant Ville de Cowansville) et situé dans ladite Municipalité.

Donné à Cowansville, Qué., ce 14ème jour d'avril mil neuf cent quarante-sept.

18621-16-2-0

Le Greffier,
A. C. TANNER.

Public notice is hereby given by the undersigned, Town Clerk of the Corporation of the Town of Cowansville, that the lots hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the Treasurer's Office, Town Hall, Cowansville, on TUESDAY, the TWENTIETH (20th) day of the month of MAY, nineteen hundred and forty-seven, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus interest thereon and the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Name of Proprietor: S. Hashim, Cadastral Nos. 10 and 11.

Municipal Taxes (To Corporation of the Town of Cowansville) For Year 1946. \$ 7.47
School Taxes (To Cowansville School Board) For Year 1945-46. 6.60
School Taxes (To Commission Scolaire Ste. Rose de Lima) For Year 1946-47 5.60
\$ 19.67

The above lots are on the plan and book of reference of the Corporation of the Village of Cowansville (now Town of Cowansville) and situated in the said Municipality.

Given at Cowansville, Que., this 14th day of April, 1947.

18621-16-2-0

A. C. TANNER,
Town Clerk.

VENTE PAR SHÉRIF

SHERIFF'S SALE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS

ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

SAGUENAY

Dans la Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec, } JOSEPH TRUDEL, de
District de Saguenay } demandeur-requérant vs
N° 6927 } LES HÉRITIERS DE
FEU ULYSSE GAUTHIER, de son vivant domicilié à St-Irénée, cultivateur, défendeurs-intimés.

1. Pour être vendus en la paroisse de St-Irénée, comté de Charlevoix, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MAI, en l'année mil neuf cent quarante-sept (le 27 mai, 1947) à la porte de l'église paroissiale, à DIX heures de l'avant-midi:

a) Une terre étant et composant les lots désignés par les numéros 104, 106, 107, 108, 109 et 110 au cadastre officiel de la paroisse de St-Irénée, comté de Charlevoix, située en la dite paroisse, en la concession St-Thomas, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

b) une terre étant et composant les lots numéros 114 et 115 du même cadastre, situés au même endroit;

c) un emplacement étant et composant le lot numéro 105 du même cadastre et situé au même endroit avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

d) les lots numéros 111 et 118 du même cadastre situés au même endroit;

2. Pour être vendus en la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption des Éboulements, comté de Charlevoix, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MAI, en l'année mil neuf cent quarante-sept (le 28 mai, 1947) à la porte de l'église paroissiale, à DIX heures de l'avant-midi:

a) une terre étant et composant les lots 13 et 14 du cadastre officiel de la paroisse des Éboulements, comté de Charlevoix, situés en ladite paroisse, en le rang St-Thomas; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

b) les lots 808 et 809 du même cadastre situés en le quatrième rang de la dite paroisse, à distraire des dits lots les parties réservées par Joseph Fortin en son contrat de vente daté le 26 novembre 1923 et enregistré au bureau de la 2ème division d'enregistrement de Charlevoix, à Baie St-Paul, sous le numéro 21,144;

c) les droits qu'Ulysse Gauthier ou ses héritiers peuvent avoir sur les lots 806, 807, 812, 813 et 814 du même cadastre, situés au même endroit, à distraire cependant des dits lots 813 et 814 en faveur d'Antonio Audet, un droit de coupe de bois délimité par l'acte de vente consenti à ce dernier par le dit Ulysse Gauthier, et les parties des dits lots 812, 813 et 814 vendues à Edmond de Sales Laterrière le 14 octobre, 1938, par acte enregistré du même bureau d'enregistrement sous le numéro 26107, telles qu'y décrites;

d) la moitié ouest d'un arpent et demi de terre de front situé en la paroisse des Éboulements sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du trait carré séparant le rang St-Nicolas du quatrième rang de la dite paroisse des Éboulements à aller en joignant vers le sud le milieu d'un petit lac: borné au nord par le trait carré du rang St-Nicolas, au sud par le milieu du lac sus-mentionné, à l'ouest par l'autre partie de la dite terre appartenant à Pitre Gauthier et à l'est par le terrain

SAGUENAY

In the Superior Court

Canada,
Province of Quebec, } JOSEPH TRUDEL, of
District of Saguenay, } plaintiff-petitioner; vs the
No. 6927 } HEIRS OF THE LATE
ULYSSE GAUTHIER, in his lifetime domiciled at St-Irénée, farmer, respondents.

1. To be sold in the parish of St-Irénée, county of Charlevoix, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of MAY, in the year one thousand nine hundred and forty-seven (May 27, 1947), at the parochial church door, at TEN o'clock in the forenoon;

a) A farm being and comprising the lots designated under Nos. 104, 106, 107, 108, 109 and 110 on the official cadastre for the parish of St-Irénée, county of Charlevoix, situate in the said parish, in the St-Thomas concession with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

b) A farm being and comprising lots Nos. 114 and 115 of the same cadastre, situate at the same place;

c) An emplacement being and comprising lot No. 105 of the same cadastre and situate at the same place — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

d) Lots Nos. 111 and 118 of the same cadastre, situate at the same place;

2. To be sold in the parish of Notre-Dame de l'Assomption des Éboulements, county of Charlevoix, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of MAY, in the year one thousand nine hundred and forty-seven (May 28, 1947), at the parochial church door, at TEN o'clock in the forenoon:

a) A farm being and comprising lots 13 and 14 of the official cadastre for the parish of Les Éboulements, county of Charlevoix, situate in the said parish, in the St-Thomas range — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

b) Lots 808 and 809 of the same cadastre situate in the fourth range of the said parish, to be deducted from said lots the parts reserved by Joseph Fortin in his deed of sale dated November 26, 1923, and registered at the office of the 2nd Registration Division of Charlevoix, at Baie St-Paul, under No. 21,144;

c) The rights which Ulysse Gauthier or his heirs may have on lots 806, 807, 812, 813 and 814 of the same cadastre, situate at the same place, to be deducted, however, from said lots 813 and 814, in favour of Antonio Audet, a right to cut timber as described in the deed of sale consented to the latter by the said Ulysse Gauthier, and the parts of said lots 812, 813 and 814 sold to Edmond de Sales Laterrière on October 14, 1938, by deed registered in the same Registry Office under number 26107, and as described therein;

d) The west half of one arpent and one half of land in front situate in the parish of Les Éboulements by whatever depth there may be starting from the "trait carré" separating the St-Nicolas range from the fourth range of the said parish of les Éboulements and extending southward as far as and joining the middle of a small lake: bounded on the north by the "trait carré" of the St-Nicolas range, on the south the middle of the lake above mentioned, on the west by the other part of the said land belonging

appartenant à Ulysse Gauthier, la dite terre étant et composant le lot numéro (815) huit cent quinze du cadastre officiel de la paroisse des Éboulements; et aussi les droits qu'Ulysse Gauthier ou ses héritiers possèdent par indivis avec Pitre Gauthier ou représentants, sur les bâtisses ou campements mentionnés en l'acte d'acquisition du dit immeuble le 13 décembre 1919 et enregistré au même bureau d'enregistrement sous le numéro 19,570, à distraire cependant du dit immeuble la partie vendue à Edmond de Sales Laterrière le 14 octobre 1938 par acte sous seing privé enregistré dans le même bureau d'enregistrement sous le numéro 26,107, et telle que décrite au dit acte;

Donné au bureau du shérif au palais de justice à La Malbaie, le 19 avril, 1947.

Le Député-shérif,
J.-B. CARRÉ.

18760-17-2-o

[Première insertion, 26 avril 1947]

to Pitre Gauthier and on the east by the land belonging to Ulysse Gauthier, the said land being and comprising lot number eight hundred and fifteen (815) of the official cadastre for the parish of Les Éboulements; and also the undivided rights which Ulysse Gauthier or his heirs possess with Pitre Gauthier or representatives, on the buildings or encampments mentioned in the deed of acquisition of the said immovable on the 13th of December 1919 and registered at the same Registry Office under No. 19,570, to be deducted, however, from the said immovable, the part sold to Edmond de Sales Laterrière on October 14, 1938, by deed under private seal registered in the same Registry office under number 26,107, and as described in the said deed;

Given in the Sheriff's Office in the Court House of La Malbaie, April 19, 1947.

J. B. CARRÉ,
Deputy-Sheriff.

18760-17-2

(First insertion, April 26, 1947)

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), que le Comité conjoint de l'Industrie de la Boîte de Carton gauffré de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 561, du 11 mars 1942, et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton gauffré dans la province de Québec.

L'article "III" suivant sera ajouté:

"III. Toutes sommes requises pour parfaire les salaires minima moyens stipulés dans les paragraphes précédents, perçues d'un employeur au moyen de procédures judiciaires par le Comité paritaire chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret, de ses modifications et de ses renouvellements, doivent être distribuées par ledit Comité aux salariés dont le salaire a servi à établir le salaire moyen à compléter, proportionnellement au salaire gagné par chacun d'eux durant la période concernée."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra des objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 26 avril, 1947.

18777-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2678, du 12 juillet 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, lui ont pré-

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec has submitted to him a petition for the purpose of amending the decree number 561, of March 11th, 1942, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.

The following Section "III" will be added:

"III. All payments required to make up the minimum average wages provided by the preceding paragraphs, collected from an employer by the Joint Committee formed to supervise and ensure the carrying out of the decree, its amendments and renewals, by recourse to judicial proceedings, must be distributed by the said Committee to the employees whose wages were used to compute the average wage to be completed, in proportion to the wage earned by each said employee during the period in question."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 26, 1947.

18777-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville, have submitted to him

senté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

Les mots "paroisse de Douville" seront ajoutés, dans l'article III, au paragraphe intitulé "Zone I".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre les dites modifications.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 avril 1947.

18780-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que Monsieur Royal Gaudreau, entrepreneur-peintre de Hull demande d'être accepté comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau Pontiac et Labelle, rendue obligatoire par l'arrêté-en-conseil numéro 968, du 3 juin 1938.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 avril 1947.

18781-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 968, du 3 juin 1938 et amendements, et chargé par l'arrêté ministériel numéro 1276, du 30 juin 1939, de la mise à exécution du décret numéro 939, du 26 mars 1936 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 613, du 10 avril, 1947, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1947 au 1er mai 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis auxdits décrets numéros 968, du 3 juin 1938, et amendements, et 939, du 26 mars 1936, et amendements, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des métiers régis par lesdits décrets.

b) Les artisans assujettis auxdits décrets ci-haut mentionnés doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

a request to amend the said decree in the following manner:

The words "parish of Douville" will be added, in section III, to the paragraph headed "Zone I".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 26, 1947.

18780-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that Royal Gaudreau, painting contractor of Hull, requests to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle, rendered obligatory by Order-in-Council number 968, of June 3, 1938.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 26, 1947.

18781-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Building Trades of Hull, formed under decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, and entrusted, by Order number 1276, of June 30, 1939, with the administration of decree number 939, of March 26, 1936, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 613, of April 10, 1947, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decrees, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1st, 1947, to May 1st, 1948; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decrees, No. 968, of June 3, 1938, and amendments, and 939, of March 26, 1936, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their employees in the trades governed by the said decrees.

b) The artisans governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for journeymen, according to their trade.

c) Les salariés régis par lesdits décrets ci-haut mentionnés, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint des métiers de la Construction du district de Hull, pour l'administration des décrets numéros 968, du 3 juin 1938, et amendements, et 939 du 26 mars 1936, et amendements, pour la période comprise entre le 1er mai 1947 et le 1er mai 1948.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL
197-A, rue Principale, Hull, Qué.

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1947 et le 1er mai 1948.

Comprenant l'administration du décret numéro 968, du 3 juin 1938 et amendements, ainsi que du décret numéro 939, du 26 mars 1936, et amendements

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$3,440.00
Salariés	3,440.00
Artisans	530.00
Honoraires d'examens	200.00
Intérêts et dommages-liquidés sur réclamations	1,000.00
	\$8,610.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires: inspecteur et secrétaire-gérant	\$4,300.00
Frais de déplacement des membres..	1,560.00
Loyer et assurances	450.00
Frais légaux	1,200.00
Vérification	60.00

c) The employees governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, and send same to the said committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which the said report is exigible.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1947, and March 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Building Trades of Hull, for the administration of decrees No. 968 of June 3, 1938, and amendments, and 939 of March 26, 1936, and amendments, for the period between May 1st 1947, and May 1st, 1948.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BUILDING TRADES OF HULL
197-A, Main street, Hull, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1947, and May 1st, 1948.

Respecting the administration of decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, and decree number 939, of March 26, 1936, and amendments.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$3,440.00
Employees	3,440.00
Artisans	530.00
Examination fees	200.00
Liquidated damages re: claims.....	1,000.00
	\$8,610.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:— Inspector and secretary	
— Manager	\$4,300.00
Travelling expenses of members	1,560.00
Rent and insurance	450.00
Legal fees	1,200.00
Audition	60.00

Entretien du bureau	880.00	Office upkeep	880.00
Téléphone, télégrammes et timbres ..	300.00	Stamps, telephone and telegrams ...	300.00
Bureau des examinateurs	600.00	Board of examiners	600.00
Jetons de présence	1,560.00	Travelling expenses re: inspections ..	2,000.00
Frais de voyage — inspections	2,000.00	Stationery, office equipment	500.00
Papeterie, articles de bureau	500.00	Miscellaneous	700.00
Divers	700.00	Meeting expenses	1,560.00
Commission d'apprentissage (subvention)	1,500.00	Apprenticeship Commission (subvention)	1,500.00
	\$15,610.00		\$15,610.00
Déficit à être comblé par "Réserve" ..	7,000.00	Deficit to be covered by reserve	7,000.00
	\$8,610.00		\$8,610.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 26 avril 1947. 18778-o

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 26, 1947. 18778-o

AVIS DE PRÈLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 3723, du 6 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 613, du 10 avril 1947, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1947 au 30 avril 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations payables par chèque, doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, formed under decree No. 3723 of October 6, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 613, of April 10, 1947, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1, 1947, to April 30, 1948; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wage set for the journeyman receiving the lowest pay.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments to be paid with cheques, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday

d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, section du gros, de Montréal, pour la période comprise entre le 1er mai 1947 et le 30 avril 1948.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE, SECTION DU GROS, DE MONTRÉAL 1010 est, rue Ste-Catherine, Montréal.

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er mai 1947 et le 30 avril 1948.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$11,500.00
Artisans	1,000.00
Salariés.	11,500.00
	\$24,000.00

Déboursés:

Assurances.	\$ 40.00
Assurance-chômage	36.00
Dépenses générales.	1,908.00
Direction et personnel (bureau).	2,520.00
Eclairage	36.00
Frais légaux.	2,400.00
Frais de déplacements, voyages.	4,356.00
Imprévus.	630.00
Inspecteurs	2,340.00
Jetons de présence et frais de déplacement des membres	3,180.00
Loyer et téléphone.	960.00
Organisation et publicité.	476.00
Papeterie et impressions	1,275.00
Secrétaire.	3,108.00
Taxe d'eau (cité de Montréal).	35.00
Timbres, télégrammes et mandats.	300.00
Vérification	400.00
	\$24,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 26 avril 1947. 18779-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail, relative aux barbiers et coiffeurs de la région de St-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 2683 du 9 octobre 1941, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au dit décret.

1° L'alinéa intitulé "Zone X", apparaissant à l'article I, sera remplacé par les suivants:

"Zone X. Le comté de Bagot, à l'exclusion du territoire compris dans les zones IX et XI."

following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1947 and March 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, for the period between May 1st, 1947 and April 30, 1948.

FUR INDUSTRY PARITY COMMITTEE WHOLESALE SECTION OF MONTREAL 1010 St. Catherine E., Montreal

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1947, and April 30th, 1948.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$11,500.00
Artisans	1,000.00
Employees	11,500.00
	\$24,000.00

Disbursements.

Insurance	\$ 40.00
Unemployment insurance	36.00
General expenses.	1,908.00
Administration and office staff	2,520.00
Lighting.	36.00
Legal expenses.	2,400.00
Travelling expenses, trips	4,356.00
Unforeseen expenses.	630.00
Inspectors.	2,340.00
Meeting expenses and travelling expenses of the members.	3,180.00
Rent and telephone	960.00
Organization and publicity	476.00
Stationery and printing.	1,275.00
Secretary	3,108.00
Water tax (City of Montreal)	35.00
Stamps, telegrams, money-orders	300.00
Audition.	400.00
	\$24,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 26, 1947. 18779-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbers and hairdressers of the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 2683, of October 9, 1941, have submitted to him a request to amend the said decree in the following manner:

1. The paragraph headed "Zone X", which appears in section I, will be replaced by the following ones:

"Zone X: The county of Bagot excepting the territory comprised in zones IX and XI."

"Zone XI. La ville de Saint-Pie-de-Bagot et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites."

2° L'alinéa suivant sera ajouté à celui intitulé "Zone IX" lequel apparaît au paragraphe "a" de l'article IV:

"Les heures de travail pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames seront réparties comme suit:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.
Le mardi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.
Le mercredi: de 8.00 a.m. à Midi.
Le jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le vendredi et veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.
NOTE: Durant les mois de mai, juin et décembre, les heures de travail le lundi et le mardi seront réparties comme suit:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le mardi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

3° L'alinéa suivant sera ajouté à celui intitulé "Zone X" lequel apparaît au paragraphe "a" de l'article IV:

"Les heures de travail pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames seront réparties comme suit:

Le lundi: de Midi à 9.00 p.m.
Le mardi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le mercredi: de 9.00 a.m. à 11.00 p.m.
Le jeudi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.
Le vendredi: de 9.00 a.m. à 11.00 p.m.
Le samedi et veille de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

NOTE: Durant les mois de mai, juin et décembre, les heures de travail du jeudi seront de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

4° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "a" de l'article IV:

"Zone XI. Les heures de travail pour les barbiers et coiffeurs pour hommes seront réparties comme suit:

Le lundi: de 8.00 a.m. à Midi.
Le mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Le mercredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le samedi et veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

5° Les alinéas 1 et 2 du paragraphe "a" de l'article VI seront remplacés par les suivants:

par semaine
"1. Dans les zones I, II, III et IV..... \$15.00
2. Dans les zones IX et X..... 12.50"

6° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

VIII. a) *Prix minima des services*: Les employeurs professionnels et les salariés, barbiers et coiffeurs pour hommes, doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous mentionnés:

"Zone XI: The town of St. Pie-de-Bagot and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits."

2. The following paragraph will be added to the one headed "Zone IX" which appears in subsection "a" of section IV:

"The hours of work for ladies' hairdressers, male and female, shall be distributed as follows:

Monday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.
Tuesday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.
Wednesday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Thursday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Friday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.
Note: During the months of May, June and December, the hours of work on Monday and Tuesday shall be distributed as follows:

Monday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Tuesday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

3. The following paragraph will be added to the one headed "Zone X" which appears in subsection "a" of section IV:

"The hours of work for ladies' hairdressers, male and female, shall be distributed as follows:

Monday: from 12.00 (noon) to 9.00 p.m.
Tuesday: from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.
Wednesday: from 9.00 a.m. to 11.00 p.m.
Thursday: from 9.00 a.m. to 7.00 p.m.
Friday: from 9.00 a.m. to 11.00 p.m.
Saturday and holiday eves: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m."

Note: During the months of May, June and December, the hours of work on Thursday shall be: from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

4. The following paragraph will be added to subsection "a" of section IV:

"Zone XI: The hours of work for men's barbers and hairdressers are distributed as follows:

Monday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Wednesday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Thursday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

5. Paragraphs 1 and 2 of subsection "a" of section VI will be replaced by the following ones:

per week
"1. In zones I, II, III and IV..... \$15.00
2. In zones IX and X..... 12.50"

6. Section VIII will be replaced by the following:

VIII. a) *Minimum prices of services*: The professional employers and the employees, men's barbers and hairdressers, shall charge the following minimum prices for the services hereunder mentioned:

ZONES

Services:	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI
Barbe — Shave	0.25	0.30	0.25	0.25	0.25	0.20	0.20	0.20	0.25	0.20	0.25
Cheveux pour adultes des deux sexes — Haircut for adults of both sexes:											
Lundi — Monday	0.40	.....	0.40	0.45	0.40	0.35	0.35	0.35	0.40	0.35	0.40
Mardi — Tuesday	0.40	0.50	0.40	0.45	0.40	0.35	0.35	0.35	0.40	0.35	0.40
Mercredi — Wednesday	0.40	0.50	0.40	0.45	0.40	0.35	0.35	0.35	0.40	0.35	0.40
Jeudi — Thursday	0.50	0.50	0.40	0.45	0.40	0.35	0.35	0.35	0.40	0.35	0.50
Vendredi — Friday	0.50	0.50	0.50	0.45	0.45	0.35	0.35	0.35	0.50	0.35	0.50
Samedi et veilles de fêtes chômées — Saturday and Holiday eves	0.50	0.50	0.50	0.50	0.45	0.40	0.40	0.40	0.50	0.40	0.50

ZONES

Services:	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI
Cheveux pour enfants des deux sexes au-dessous de 12 ans — Haircut for children of both sexes under 12 years of age:											
Lundi — Monday	0.25	0.25	0.35	0.30	0.35	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Mardi — Tuesday	0.25	0.25	0.35	0.30	0.35	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Mercredi — Wednesday	0.25	0.25	0.35	0.30	0.35	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Jeudi — Thursday	0.25	0.25	0.35	0.30	0.35	0.25	0.25	0.25	0.40	0.25	0.25
Vendredi — Friday	0.50	0.50	0.50	0.45	0.45	0.25	0.25	0.25	0.40	0.25	0.50
Samedi et veille de fêtes chômées — Saturday Holiday eves	0.50	0.50	0.50	0.50	0.45	0.35	0.35	0.35	0.40	0.35	0.50
Coupe de cheveux, dite "Brosse", 1ère fois — Brushcut, 1st time	0.60										0.60
Shampooing — Shampoo	0.40	0.50	0.50	0.50	0.35	0.35	0.35	0.35	0.50	0.35	0.50
Shampooing à sec — Dry shampoo			0.25			0.25	0.25	0.25		0.25	0.25
Massage	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.35	0.35	0.35	0.50	0.35	0.50
Flambage des cheveux — Singeing of the hair	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.20	0.20	0.20	0.25	0.20	0.25
Tonique — Tonic	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.20	0.20	0.20	0.25	0.20	0.25
Lotion	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.20	0.20	0.20	0.25	0.20	0.20
Rasage du cou — Neckshave	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10
Aiguillage de rasoir — Razor sharpening	0.50	0.50	0.40	0.50	0.50	0.35	0.35	0.35	0.50	0.35	0.35
Rasage des morts — Shaving of the dead:											
de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.				2.00				2.00			
de 8.00 p.m. à 8.00 a.m.				3.00				3.00			

Dans toute la juridiction territoriale, les barbiers-coiffeurs pour hommes allant travailler au domicile du client ne doivent pas charger moins de \$0.75 pour les cheveux et de \$0.50 pour la barbe.

In the entire territorial jurisdiction, men's barbers and hairdressers performing services at the home of a customer shall charge a minimum of \$0.75 for a haircut and \$0.50 for a shave."

b) *Prix minima des services:* Les employeurs professionnels et les salariés, coiffeurs et coiffeuses pour dames, doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous mentionnés:

b) *Minimum prices of services:* The professional employers and the employees, ladies' hairdressers, male and female, shall charge the following minimum prices for the services hereunder mentioned:

ZONES

Opérations:	I	II	III	IV	IX	X
Grillage des cheveux — Singeing of the hair	\$0.50	\$0.50	\$0.25	\$0.35	\$0.35	\$0.35
Shampooing — Shampoo	0.50	0.50	0.50	0.50	0.35	0.35
Shampooing seul, sans ondulation — Shampoo only, without wave	0.75	0.75	0.75		0.50	0.50
Rinse	0.35	0.35	0.35	0.25	0.25	0.25
Ondulation — Wave:						
Brushcut, très court — Brushcut, very short	0.50	0.65	0.50	0.50	0.50	0.50
tous genres — all kinds	0.75	0.65	0.75	0.50	0.75	0.65
avec nattes françaises — with French plaits	1.00	0.90	0.90		1.00	1.00
de fantaisie — fancy		0.90	1.00			
Komol ou papier — Komol or paper	1.00	1.00	1.00	0.75	0.75	0.75
Coupe de cheveux — Haircut:						
ordinaire — ordinary	0.75	0.75	0.75	0.50	0.50	0.50
Brushcut, ciseaux, rasoir — Brushcut, scissors, razor	1.00	1.00	1.00	0.50	0.75	0.75
couronne — crown	0.75	0.75	0.75	0.50	0.50	0.50
bouts — ends	0.50	0.50	0.50		0.50	0.35
cou ou fossettes — neck or "fossettes"	0.35	0.35	0.35		0.25	0.25
Permanente — Permanent wave:						
à l'électricité — electricity	4.00	4.00	4.00	3.00	3.50	3.00
à la vapeur — steam	6.00	6.00	4.00	3.00	5.00	5.00
à froid — cold process	12.50	12.50	12.50		12.50	12.50
pour hommes — men's	4.00	4.00	4.00	2.50	2.00	2.00
pour enfants (en-dessous de 12 ans) — children's (under 12 years of age)	4.00	4.00	4.00	2.50	2.50	2.50
couettes de permanente — permanent curls	0.35	0.35	0.35		0.35	0.35
Manucure — Manicure	0.75	0.75	0.75	0.50	0.50	0.50
Massage	1.50	1.50	1.50	0.75	0.75	0.75
Épilation des sourcils — Plucking of eyebrows	0.50	0.50	0.50		0.35	0.35

Teinture ou shampoo teinture—Dyeing or dye shampoo	5.00	5.00	5.00	3.00	5.00	5.00
retouche—second application	3.50	3.50	3.50	.....	3.00	3.00
Décoloration—Discoloration	3.50	3.50	3.50	.....	3.00	3.00
retouche—second application	2.00	2.00	2.00	.....	2.00	2.00
Henna Pack	3.50	3.50	3.50	2.00	3.00	3.00
retouche—second application	2.00	2.00	2.00	.....	2.00	2.00
Cocktail shampoo	2.50	2.50	2.50	.....	2.50	2.50
Traitement à l'huile—Oil treatment .....	.....	.....	.....	2.00	.....	.....
Traitement du cuir chevelu—Scalp treatment:						
sans machine—no machine	1.00	1.00	1.00	.....	1.00	1.00
Vivax	1.50	1.50	1.50	.....	1.50	1.50
avec machine—with machine	1.50	1.50	1.50	.....	1.25	1.25
Breck	2.50	2.50	2.50	.....	2.50	2.50
Silhouette	2.50	2.50	2.50	.....	2.00	2.00
Peignage—Combing	0.25	0.35	0.35	0.25	0.25	0.25
tresses	0.35	0.35	0.35	0.25	0.35	0.35
tresses françaises—french plaits	0.50	0.50	0.50	0.25	0.50	0.50
Laque (ondulation et peignage non compris)—						
Lacquer (wave and combing not included)	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15

Il est interdit d'offrir ou d'exécuter gratuitement des services faisant l'objet du présent décret ou, par quelque procédé que ce soit, d'en réduire les prix. Il est également interdit de réduire les prix en donnant quelque objet ou cadeau comme prime ou d'attirer la clientèle par des moyens ayant pour effet de réduire les prix et d'offrir des services à des prix inférieurs à ceux fixés par le présent décret, par voie de publicité, panneaux-réclame, circulaires ou de toute autre manière."

It is prohibited to perform or offer to perform, without charge, services subject to the present decree or, by what means soever, reduce the prices thereof. It is also prohibited to reduce the prices by giving articles or gifts as premiums or to advertise by means which actually reduce the prices and to offer to perform services at prices lower than those fixed in the present decree by way of sign-boards, circulars, etc."

7° Le paragraphe "o" de l'article IX sera remplacé par le suivant:

7° Subsection "o" of section IX will be replaced by the following:

"o. Le salaire de l'apprenti est le suivant:

"o The wages of the apprentice shall be as follows:

	par semaine
Premier semestre	\$ 6.00
Deuxième semestre	8.00
Troisième semestre	10.00
Quatrième semestre	12.00"

	per week
First six months	\$ 6.00
Second six months	8.00
Third six months	10.00
Fourth six months	12.00'

8° Le paragraphe "e" de l'article X sera remplacé par le suivant:

8. Subsection "e" of section X will be replaced by the following:

"e) Jours chômés: Pour les fins du présent décret, les jours chômés sont:

"e. Holidays: For the purposes of the present decree, the days kept as holidays shall be:

1. Les dimanches et fêtes d'obligation; le 2 janvier, excepté lorsqu'il est un samedi; le deuxième lundi du mois de mars; le Vendredi-Saint jusqu'à midi; le jour de la fête de la Saint-Jean-Baptiste, excepté lorsqu'il est un samedi; le jour de la fête du Travail.

1. Sundays and feasts of obligation; January 2 except when it falls on a Saturday; the second Monday in the month of March; Good Friday until midday; St. John the Baptist Day except when it falls on a Saturday; Labour Day.

2. Pour les barbiers et coiffeurs pour hommes de la Zone I, en plus des jours chômés prévus au sous-paragraphe précédent, 7 jours continus au cours des mois de juillet ou août de la manière établie ci-après:

2. For men's barbers and hairdressers of zone I, in excess of the holidays mentioned in the foregoing paragraph 1, 7 continuous days in the course of the months of July or August as hereafter established:

i. A cette fin, la Zone I est divisée en deux parties appelées "Section Sud" et "Section Nord" ayant, chacune, la juridiction territoriale suivante:

i. For that purpose, Zone I is divided into two parts called "Southern Section" and "Northern Section" having, respectively, the following territorial jurisdiction:

La "Section Sud" comprend le côté sud de la 5e Rue des Cascades de la Cité de Saint-Hyacinthe, et tout le territoire situé au sud de ladite 5e Rue, y compris les municipalités de la Providence et de Saint-Joseph et jusqu'aux limites de la juridiction territoriale de la Zone I;

The "Southern Section" comprises the south side of the Cascades 5th Street of the City of St. Hyacinthe, and the entire territory which lies to the south of the said 5th Street, including the municipalities of Providence and St. Joseph, and extends to the limits of the territorial jurisdiction of Zone I;

La "Section Nord" comprend le côté nord de la 5e rue des Cascades de la cité de Saint-Hyacinthe, et tout le territoire situé au nord de ladite 5e rue, jusqu'aux limites de la juridiction territoriale de la Zone I.

The "Northern Section" comprises the north side of the Cascades 5th Street of the City of St. Hyacinthe, and the entire territory which lies to the north of the said 5th Street, and extends to the limits of the territorial jurisdiction of Zone I.

ii. Le Comité paritaire, chargé de l'exécution du présent décret détermine, chaque année, à une assemblée régulière ou spéciale, quelle "Sec-

ii. The Parity Committee, entrusted with the administration of the present decree determines, each year, at a regular or special meeting, which

tion" a ses jours chômés au mois de juillet et quelle "Section" a ses jours chômés au mois d'août; il en détermine aussi les dates.

Un avis d'au moins quinze (15) jours doit précéder les dates de ces jours chômés.

iii. Les vacances des employés barbiers et coiffeurs pour hommes de la Zone I prévues au sous-paragraphe 2, du paragraphe "c" de l'article V, sont accordées aux mêmes dates que celles fixées pour les "Sections", par le Comité paritaire.

3. Durant ces jours chômés:

i. Tous les établissements visés doivent fermer leurs portes;

ii. Il est interdit à tout barbier et coiffeur pour hommes ainsi qu'à tout coiffeur ou coiffeuse pour dames de pratiquer aucune des opérations des métiers visés par le présent décret.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail.

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 26 avril 1947.

18782-0

Section will have its vacation during the month of July and which Section will have its vacation during the month of August; it will also determine the dates thereof.

Notification of the date of such vacations shall be made at least fifteen (15) days in advance.

iii. The vacations of barber and hairdresser employees of zone I, as provided for in paragraph 2 of subsection "c" of section V, shall be given at the same dates as are set for the Sections by the Parity Committee.

3. During such holidays:

i. All establishments concerned shall close their doors;

ii. No men's barber and hairdresser and no ladies' hairdresser may perform any one of the operations of the trades governed by the present decree.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 26, 1947.

18782-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 17

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Green vs Bercuson	1235
Lamontagne vs Boutin	1235
Moreau vs Trudeau	1235

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2001

AVIS DIVERS:

Benjamin Moore & Co. of Montreal Limited (Directeurs)	1232
Canadian International Paper Company (Barrages)	1233
Le Sanatorium de Gaspé, Inc. (Règlements)	1235
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Henri-de-Mascouche (Formation)	1234
Montreal Tramways Company (Avis d'assemblée spéciale)	1232
St-Ambroise, paroisse de (Rachat d'obligations)	1234
St-Colomb-de-Sillery, paroisse de (Rachat d'obligations)	1234
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier Façonné de Québec Inc. (Formation)	1235
Taché, canton de (Tirage d'obligations)	1234

CHARTRE — ABANDON DE:

F. & R. Corporation	1236
---------------------------	------

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

St-Antoine-de-Longueuil, paroisse de ..	1236
The Royal Trust Company	1236

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Kiamika	1237
---	------

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Green vs Bercuson	1235
Lamontagne vs Boutin	1235
Moreau vs Trudeau	1235

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1201

MISCELLANEOUS NOTICES:

Benjamin Moore & Co. of Montreal Limited (Directors)	1232
Canadian International Paper Company (Dams)	1233
Le Sanatorium de Gaspé, Inc. (By-Laws)	1235
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Henri-de-Mascouche (Formation)	1234
Montreal Tramways Company (Notice of special meeting)	1232
St-Ambroise, parish of (Redemption of bonds)	1234
St-Colomb de Sillery, parish of (Redemption of bonds)	1234
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier Façonné de Québec Inc. (Formation)	1235
Taché, township of (Drawing of bonds)	1234

CHARTER — SURRENDER OF:

F. & R. Corporation	1236
---------------------------	------

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

St-Antoine-de-Longueuil, parish of ...	1236
The Royal Trust Company	1236

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Kiamika	1237
---	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Barachois, munic. scolaire de.....	1238
Brownsburg, munic. scolaire protes- tante de.....	1237
Gaspé-Baie-Nord, munic. scolaire pro- testante de.....	1238
Saint-Georges-Ouest, munic. scolaire de la paroisse de.....	1237
St-André-d'Acton, munic. scolaire de...	1238
St-Georges-de-Malbaie, munic. scolaire catholique de.....	1238

EDUCATION:

Barachois, school munic. of.....	1238
Brownsburg, protestant school munic. of.....	1237
Gaspé Bay-North, protestant school munic. of.....	1238
Saint-Georges-Ouest, school munic. of the parish of.....	1237
St-André-d'Acton, school munic. of....	1238
St-Georges-de-Malbaie, catholic school munic. of.....	1238

TERRES ET FORÊTS:

Charlesbourg, paroisse de.....	1238
La Visitation-de-la-Pointe-du-Lac, pa- roisse de.....	1239

LANDS AND FORESTS:

Charlesbourg, parish of.....	1238
La Visitation-de-la-Pointe-du-Lac, pa- rish of.....	1239

TRAVAIL:

Barbiers et coiffeurs de la région de St- Hyacinthe (Modification).....	1252
Comité conjoint de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec (Modification).....	1248
Comité conjoint des métiers de la cons- truction du district de Hull (Prélè- vement).....	1249
Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Mont- réal (Prélèvement).....	1251
Industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Modification).....	1248
Métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pon- tiac et Labelle (Avis).....	1249

LABOUR:

Barbers and Hairdressers of the District of St. Hyacinthe (Amendment)....	1252
Joint Committee of the Corrugated Paper - Box Industry of Quebec (Amendment).....	1248
Parity Committee of the Building Tra- des of Hull (Levy).....	1249
Fur Industry Parity Committee, Whole- sale Section, of Montreal (Levy)....	1251
Construction Industry in the Counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville (Amendment).....	1248
Building Trades in the Counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle (Notice).....	1249

LETTRES PATENTES:

All Size Bottle and Carton Trading Co. Ltd.....	1202
Aronovitch & Leipsic (Quebec) Limited	1203
Artistic Decalcomania Ltd.....	1203
Atelier Yves Allard Limitée.....	1204
Barma Automobile Incorporée.....	1204
Boyscraft Limited.....	1204
Collège du Travail Incorporé.....	1205
Comité des Chemins d'Hiver de St- Eugène de Grantham, Ltée.....	1205
Cook Wate of Canada Limited.....	1206
Coopération du Livre Ltée.....	1206
Creative Dress Incorporated.....	1206
Elite Knitting Mills Inc.....	1207
Fine Craft Shop Co.....	1207
Florian Saulnier Limitée.....	1207
Garage J. R. Plourde Limitée.....	1208
Garco Manufacturing Co. Ltd.....	1208
General Entertainment Corporation...	1209
Goldmar Mfg. Co. Ltd.....	1209
Granby Locker Service Limited.....	1210
Guy & Bourgouin Inc.....	1210
Industrial Sanitary Products Limited — Les Produits Sanitaires Industriels Limitée.....	1210
J. A. Vachon & Fils Ltée — J. A. Va- chon & Sons Ltd.....	1211
Jules Dorion Ltée.....	1211
La Commerciale (Incorporée).....	1212
La Ligue Civique de Saint-Faustin Station.....	1212
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St- Joseph d'Alma, Inc.....	1213
Loretteville, ville de.....	1239
Main Building Corporation.....	1213
Marché-Davis-Market Limitée.....	1214
Miles Lonergan Construction Company Ltd.....	1214

LETTERS PATENT:

All Size Bottle and Carton Trading Co. Ltd.....	1202
Aronovitch & Leipsic (Quebec) Limited	1203
Artistic Decalcomania Ltd.....	1203
Atelier Yves Allard Limitée.....	1204
Barma Automobile Incorporée.....	1204
Boyscraft Limited.....	1204
Collège du Travail Incorporé.....	1205
Comité des Chemins d'Hiver de St- Eugène de Grantham, Ltée.....	1205
Cook Wate of Canada Limited.....	1206
Coopération du Livre Ltée.....	1206
Creative Dress Incorporated.....	1206
Elite Knitting Mills Inc.....	1207
Fine Craft Shop Co.....	1207
Florian Saulnier Limitée.....	1207
Garage J. R. Plourde Limitée.....	1208
Garco Manufacturing Co. Ltd.....	1208
General Entertainment Corporation...	1209
Goldmar Mfg. Co. Ltd.....	1209
Granby Locker Service Limited.....	1210
Guy & Bourgouin Inc.....	1210
Industrial Sanitary Products Limited — Les Produits Sanitaires Industrielles Limitée.....	1210
J. A. Vachon & Fils Ltée — J. A. Va- chon & Sons Ltd.....	1211
Jules Dorion Ltée.....	1211
La Commerciale (Incorporée).....	1212
La Ligue Civique de Saint-Faustin Station.....	1212
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St- Joseph d'Alma, Inc.....	1213
Loretteville, town of.....	1239
Main Building Corporation.....	1213
Marché-Davis-Market Limitée.....	1214
Miles Lonergan Construction Company Ltd.....	1214

Mountain Lodge Company Limited....	1214	Mountain Lodge Company Limited....	1214
Peterqueen Realities Inc.....	1215	Peterqueen Realities Inc.....	1215
Planet Products Manufacturers Limited	1216	Planet Products Manufacturers Limited.	1215
Plourde Auto Parts Co. Ltd.	1216	Plourde Auto Parts Co. Ltd.	1216
Reliance Industries Ltd.	1216	Reliance Industries Ltd.	1216
R. E. Stewart Construction Corpora- tion.....	1216	R. E. Stewart Construction Corpora- tion.....	1216
Rhynes Manufacturing Co. Ltd.....	1217	Rhynes Manufacturing Co. Ltd.....	1217
Ritz Theatre Limited.....	1217	Ritz Theatre Limited.....	1217
St-Jean Automobile Limitée.....	1218	St-Jean Automobile Limitée.....	1218
Théâtre Vimy, St-Georges de Beauce, Inc.....	1218	Théâtre Vimy, St-Georges de Beauce, Inc.....	1218
The Fresh Fruit & Vegetable Receivers Association of Montreal.....	1219	The Fresh Fruit & Vegetable Receivers Association of Montreal.....	1219
The Windsor Machine Works Ltd.....	1219	The Windsor Machine Works Ltd.....	1219
V. F. M. Builders Supplies Co. Ltd.....	1220	V. F. M. Builders Supplies Co. Ltd.....	1220
Windsor Dry Cleaners & Dyers Com- pany Limited.....	1220	Windsor Dry Cleaners & Dyers Com- pany Limited.....	1220
Winer & Chazonoff Inc.	1220	Winer & Chazonoff Inc.	1220

LÉTTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Abbaye Sainte-Marie des Deux-Mon- tagues.....	1221
Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal—Veterans' Taxi Owners Association of Montreal	1221
Baribeau Inc.	1222
Beausoleil & Compagnie, Limitée.....	1222
Bois Contreplaqués de Québec Inc.— Quebec Plywoods Inc.....	1222
Brompton Lumber & Mfg. Co.....	1222
Brown Garage Corporation.....	1223
Canadian Casket Company Ltd.....	1223
Ceramic Sales Limited.....	1223
Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée — "Victory" Bus Lines, Ltd.....	1223
D'Amours & Frères Limitée.....	1223
David Moore Inc.....	1224
Denault & Lorrain Limitée.....	1224
Dunaster Investment Co. Ltd.....	1224
Favorite Small Wares Limited.....	1224
Felson Furniture Incorporated.....	1225
G. A. Shechtman & Sons Ltd.....	1225
Glenda Corp.....	1225
Heroux Machine Parts Limited.....	1225
Industrial Trading Limited.....	1226
International Cosmetics Corporation ..	1226
International Food Distributors Corp...	1226
International Merchandisers Ltd.....	1226
Interprovincial Debenture Holdings Limited.....	1227
Les Bouchers-Epiciers Associés Limitée	1227
Les Petites Filles de St-François.....	1227
Les Petites Sœurs de L'Assomption Incorporée.....	1227
L'Oeuvre Pontificale de Saint-Pierre Apôtre du Canada Incorp.—(Pon- tiffical Society of St. Peter the Apostle of Canada Incorp.).....	1228
Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée	1228
Montreal Mart Inc.....	1228
Morton Realities Inc.....	1228
Musée Historique Inc.....	1229
Plante Construction Ltée.....	1229
Probur Limited.....	1229
Renaissance Films Distribution Inc...	1229
Service d'Aviation Charlevoix-Sague- nay Ltée.....	1230
Standard Equities Limited.....	1230
T. B. Little Papers Limited.....	1230
The Attwood Co. Inc.....	1230
The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd.....	1231
The McBee Company, Limited.....	1231
The Pontiac Community Hospital, Inc.	1231
Verreault Transport Limitée.....	1231

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Abbaye Sainte-Marie des Deux-Mon- tagues.....	1221
Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal—Veterans' Taxi Owners Association of Montreal	1221
Baribeau Inc.	1222
Beausoleil & Compagnie, Limitée.....	1222
Bois Contreplaqués de Québec Inc.— Quebec Plywoods Inc.....	1222
Brompton Lumber & Mfg. Co.....	1222
Brown Garage Corporation.....	1223
Canadian Casket Company Ltd.....	1223
Ceramic Sales Limited.....	1223
Compagnie d'Autobus "Victoire", Ltée — "Victory" Bus Lines, Ltd.....	1223
D'Amours & Frères Limitée.....	1223
David Moore Inc.....	1224
Denault & Lorrain Limitée.....	1224
Dunaster Investment Co. Ltd.....	1224
Favorite Small Wares Limited.....	1224
Felson Furniture Incorporated.....	1225
G. A. Shechtman & Sons Ltd.....	1225
Glenda Corp.....	1225
Heroux Machine Parts Limited.....	1225
Industrial Trading Limited.....	1226
International Cosmetics Corporation ..	1226
International Food Distributors Corp.	1226
International Merchandisers Ltd.....	1226
Interprovincial Debenture Holdings Limited.....	1227
Les Bouchers-Epiciers Associés Limitée	1227
Les Petites Filles de St-François.....	1227
Les Petites Sœurs de L'Assomption Incorporée.....	1227
L'Oeuvre Pontificale de Saint-Pierre Apôtre du Canada Incorp.—(Pon- tiffical Society of St. Peter the Apostle of Canada Incorp.).....	1228
Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée	1228
Montreal Mart Inc.....	1228
Morton Realities Inc.....	1228
Musée Historique Inc.....	1229
Plante Construction Ltée.....	1229
Probur Limited.....	1229
Renaissance Films Distribution Inc...	1229
Service d'Aviation Charlevoix-Sague- nay Ltée.....	1230
Standard Equities Limited.....	1230
T. B. Little Papers Limited.....	1230
The Attwood Co. Inc.....	1230
The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd.....	1231
The McBee Company, Limited.....	1231
The Pontiac Community Hospital, Inc.	1231
Verreault Transport Limitée.....	1231

NOMINATIONS:

Diverses. 1241

SIÈGES SOCIAUX:

Bizier & Caron Limitée. 1243
Cie de Transport Montmorency 1240
Domaine des Pins Ltée. 1242
François Nolin, Limitée. 1243
Pierre Sevigny & Cie Inc. 1242
Viking Ski Club Inc. 1242
Vitrerie Roy Limitée. 1242

SOUMISSION:

Lasalle, ville de. 1243

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Grisé, Dame Marie-Louise Gauthier. . . 1244

VENTE POUR TAXES:

Cowansville, ville de 1246
St-Pierre, ville de. 1245

VENTE PAR SHÉRIF:

SAGUENAY:

Trudel vs Héritiers Ulysse Gauthier. . . 1247

18783-o

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 1241

HEAD OFFICES:

Bizier & Caron Limitée. 1243
Cie de Transport Montmorency 1240
Domaine des Pins Ltée. 1242
François Nolin, Limitée. 1243
Pierre Sevigny & Cie Inc. 1242
Viking Ski Club Inc. 1242
Vitrerie Roy Limitée. 1242

TENDER:

Lasalle, town of 1243

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Grisé, Dame Marie-Louise Gauthier. . . 1244

SALE FOR TAXES:

Cowansville, town of. 1246
St-Pierre, town of. 1245

SHERIFF'S SALE:

SAGUENAY:

Trudel vs Heirs of Ulysse Gauthier. . . 1247

18783-o

